

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ PARTIELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mardi 18 Juin 1901, à 10 heures

PAR

Michel N. STÉFANESCO

Président : M. SALEILLES, professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *professeurs.*
GARÇON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ PARTIELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 18 Juin 1901, à 10 heures

PAR

Michel N. STÉFANESCO



Président : M. SALEILLES, professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } professeurs.
GARÇON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

L'auteur d'un acte qualifié infraction par la loi pénale ne peut être puni pour cet acte que s'il en est reconnu coupable, responsable. Or, pour que cette faute de délinquant à l'égard de la société existe, pour qu'il puisse être déclaré responsable et coupable, il faut : 1° Qu'il soit l'auteur direct et personnel de cet acte, qu'il y ait entre lui et le délit un rapport immédiat et matériel de cause à effet, qu'il soit la cause matérielle du fait ; 2° Qu'il en soit la cause morale, c'est-à-dire qu'il ait compris et voulu l'acte, qu'il y ait eu, dans l'accomplissement de cet acte, intervention directe ou indirecte de son intelligence et de sa volonté ; sinon il ne peut être considéré comme en faute, et l'accomplissement purement matériel du dommage individuel ou social ne peut être considéré que comme le résultat d'un cas fortuit, d'une force majeure, comme un malheur et non comme un délit.

Longtemps, les conditions de l'élément moral de la culpabilité furent considérées, sans aucune contestation possible, comme dérivant nécessairement du libre arbitre de l'homme. Mais actuellement, un débat fort important s'élève sur elle et sur le fondement même de la responsa-

bilité. Ce qui fait le sujet du débat, c'est tout d'abord et surtout l'existence du libre arbitre ou du déterminisme des actions humaines ; c'est aussi une notion nouvelle qui s'est fait jour récemment, celle d'une responsabilité atténuée chez certains criminels.

En effet, en présence de certains individus dont l'état mental n'est pas assez troublé pour qu'on puisse les considérer comme irresponsables, et qui cependant, par le fait de circonstances pathologiques, sont placés dans des conditions défavorables pour résister aux sollicitations qui les portent à accomplir des actes que la loi punit, la science moderne a été amenée à reconnaître une sorte de terrain intermédiaire entre la santé complète de la vie, la pleine possession de soi-même d'une part, et la folie d'autre part, sur lequel se meut toute une catégorie de délinquants dont la responsabilité n'est pas complète, sans être cependant éteinte complètement. Ce terrain intermédiaire, cette zone moyenne, comme l'a appelée Maudsley (1), aux confins essentiellement mobiles, élargis chaque jour par les découvertes médicales, forme la transition entre la raison et la folie : sur un de ses bords, on n'observe qu'un peu de folie et beaucoup de perversité ; à la limite opposée, la perversité est moindre et la folie domine. Ce n'est donc plus la raison entière, la responsabilité intégrale, ce n'est pas encore l'irresponsabilité complète : c'est, pour employer l'expression de M. Aliména, l'état crépusculaire de

(1) H. Maudsley, *Le crime et la folie*, p. 38 et s.

la responsabilité ; celle-ci va s'atténuant peu à peu comme les tons de la lumière se dégradent insensiblement à la tombée du jour.

Tandis qu'autrefois les causes d'atténuation de la peine fondées sur une demi responsabilité étaient une rare exception, elles sont devenues très fréquentes maintenant. Autant autrefois les acquittements ou les atténuations fondés sur l'irresponsabilité totale ou partielle étaient rares, autant aujourd'hui on les entend fréquemment réclamer et on les voit aussi souvent accordées. C'est qu'aujourd'hui les choses ont bien changé et les idées sur la responsabilité se sont bien modifiées ; la thèse n'a d'ailleurs pas été admise sans luttes par les tribunaux. Elle n'a réussi à s'imposer que grâce aux doctrines philosophiques nouvelles sur le libre arbitre et la responsabilité pénale ; c'est d'elles que découle la conception de la responsabilité atténuée. Aussi, pour exposer ce problème, indiquerons-nous tout d'abord, dans un titre premier, les différentes écoles sur la responsabilité qui se partagent les théoriciens du droit pénal et nous montrerons comment se concilie avec elles la conception de la responsabilité partielle ; puis, nous nous efforcerons de déterminer, dans le titre second, les causes et les variétés de la démence partielle, réservant enfin notre titre troisième et dernier aux problèmes de droit pénal et de science pénitentiaire que soulève notre théorie (1).

(1) Sur la responsabilité partielle, V. Liszt, *Beitschrift für die ge-*

sante strafrechts visenschaft, t. 17, fasc. 1^{er}, p. 77 à 81 ; Alimena, *I limiti et i modificatori dell'imputabilità*, II, p. 27 et suiv. ; Saleilles, *Individualisation de la peine* ; Sumien, *Essai sur la responsabilité atténuée* (Revue critique, 1897) ; Lefort, *De la responsabilité partielle* (th. Paris, 1900).

TITRE PREMIER

LES DIFFÉRENTES ÉCOLES PHILOSOPHIQUES SUR LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

Deux grandes-écoles, aux tendances nettement contraires, l'école classique et l'école italienne, essayent de résoudre ce lourd problème, la détermination du fondement de la responsabilité pénale. L'une et l'autre, nous le verrons, semblent exclure la responsabilité atténuée. Des écoles intermédiaires ont surgi qui ont cherché à concilier ces deux extrêmes en un système éclectique et ont permis à notre théorie de naître et de se développer (1).

(1) V. les discussions relatives au fondement de la responsabilité pénale au Congrès d'anthropologie criminelle de Genève de 1896, et au Congrès de droit pénal tenu à Lisbonne en 1897 par l'Union internationale du droit pénal (*Actes du Congrès d'anthrop. criminelle de Genève* de 1896, p. 303 à 316 ; Albert Rivière, *Bulletin de l'Union internationale du droit pénal*, 1897, p. 468 et s. ; *Revue pénitentiaire*, 1898, p. 1312 et s.)

CHAPITRE PREMIER

L'ÉCOLE CLASSIQUE (1)

L'école classique reconnaît comme critérium de la responsabilité le libre arbitre : les actes d'un individu sont le résultat de sa volonté libre. Celle-ci n'est autre que « la faculté interne de vouloir ou de ne pas vouloir, de se déterminer, sans y être contraint, à accomplir un acte, et la faculté externe d'agir ou de ne pas agir, de faire ou de s'abstenir ; avoir agi avec liberté, c'est avoir voulu l'acte délictueux et l'avoir librement accompli (2) ». « Imputer un fait à quelqu'un, c'est affirmer qu'il est en premier lieu la cause efficiente, et en second lieu la cause éclairée sur la justice ou l'injustice de ce fait. La première condition de l'imputabilité, c'est la liberté, et la seconde, c'est la raison morale, ou la connaissance du juste ou de l'injuste de l'action (3). »

(1) Ortolan, *Éléments de droit pénal*, t. 1, n° 219 et s. ; Rossi, *Cours de droit pénal*, liv. 2, ch. 10 ; Molinier et Vidal, *Traité de droit pénal*, t. 1, p. 19 et s., t. 2, p. 94 et s. ; Garraud, *Précis de droit pénal*, n° 113 ; Vidal, *Cours de droit criminel*, p. 140 et s.

(2) Ortolan, *op. cit.*, t. 1, p. 403 (Ed. Desjardins).

(3) Garraud, *op. cit.*, p. 151.

Le Code pénal français a certainement pour base l'idée de responsabilité ; mais il n'en donne pas une définition ; il se contente d'indiquer certains états pathologiques, dans lesquels l'individu est absolument irresponsable (1).

Aussi la doctrine a-t-elle été obligée de rechercher les bases de la pénalité et le critérium de la responsabilité ; de là, la lutte qui s'est établie entre l'école classique et l'école positiviste.

Cette lutte entre le libre arbitre et l'idée de déterminisme n'est pas d'aujourd'hui, elle a de tout temps existé et subsistera longtemps encore sans doute.

L'école classique a pris naissance au XVIII^e siècle ; le promoteur en a été Jean-Jacques Rousseau, avec sa théorie du *Contrat social*. Cet important mouvement, où Rousseau a été suivi par tous les encyclopédistes, constitue une réaction contre le système judiciaire de notre ancienne France et en général contre les idées de pouvoir absolu de la monarchie. On avait soif de liberté ; on cherche avant tout à éviter l'arbitraire ; on désire une théorie d'ensemble du droit de punir permettant d'établir le principe de la liberté, dans ce qu'il a de plus absolu. Beccaria, Bentham et Feuerbach vont en jeter les bases.

(1) D'autres Codes, comme le Code Toscan établissent un critérium psychologique ; dans ce système l'irresponsabilité peut être plaidée pour tout individu. Le Code italien, comme le Code allemand, fondent l'irresponsabilité sur un critérium psychologique, avec la condition de l'existence d'un état pathologique capable d'une perturbation psychique précise.

Pour arriver au but qu'on se proposait, c'est-à-dire pour enlever au juge tout arbitraire, les représentants du système préconisent des peines fixes, en ajoutant comme criterium de la responsabilité le libre arbitre, qui consiste dans le pouvoir de se décider en face d'un acte, indépendamment de toute impulsion extérieure ou intérieure : le libre arbitre existe en principe chez tous les individus, sauf des exceptions nettement déterminées.

En admettant un libre arbitre absolu et inébranlable chez tout homme, le système aboutissait nécessairement à une responsabilité unique. A une égale liberté correspond une égale responsabilité. Celle-ci ne peut pas varier : le juge n'a pas à examiner dans quelle mesure l'agent a été moralement libre de ses actes.

Le système ne se préoccupait que du fait matériel du crime, et nullement du criminel, qui était toujours le même ; le crime seul variait. La responsabilité était donc identique pour tous les criminels ; elle ne pouvait varier que d'après le fait commis, seules les circonstances dans lesquelles s'est réalisée l'infraction peuvent modifier le crime et le rendre plus ou moins grave selon l'étendue du dommage causé à la société. Pareil système ne réalisait en définitive que la suppression de l'arbitraire du juge ; quant à l'égalité de la peine, elle n'était qu'une apparence ; c'était l'égalité « qui consiste, dit M. Saleilles, à traiter tous les hommes comme des numéros (1) ». Le

(1) M. Saleilles, *op. cit.*, p. 62.

côté subjectif de la peine est absolument négligé ; le criminel ne doit pas entrer en ligne de compte dans les prescriptions du législateur. Il est regardé comme un être fictif, le même dans toutes les situations. Le mal commis par lui doit être réparé ; la réparation est indiquée d'avance par la loi ; il ne reste plus qu'à appliquer mathématiquement le texte. Qu'importe à la loi que la souffrance d'un individu soit plus grande que la souffrance d'un autre, l'essentiel est de réparer le dommage social.

Pareille théorie nous paraît une construction absolument artificielle ; elle part d'un point de vue abstrait pour aboutir à des règles qu'elle veut appliquer d'une façon abstraite aux cas qui se présentent dans la pratique des faits.

En présence de ce système qui n'admet chez l'homme que deux termes opposés, la liberté complète ou le défaut absolu de liberté, on ne peut concevoir une responsabilité partielle. Si le point de départ de la responsabilité est la liberté, celle-ci étant une cause inconditionnée, il ne peut exister de demi-liberté, et partant, non plus de demi-responsabilité. Ou la liberté est ou elle n'est pas ; par suite, il y a ou il n'y a pas de responsabilité. La responsabilité partielle ne peut donc trouver place ici, puisqu'elle suppose un libre arbitre restreint dont l'influence se fait sentir sur nos décisions. Tout au plus le juge pourrait-il tenir compte de la responsabilité partielle, grâce aux circonstances atténuantes lui permettant d'abaisser la pénalité. C'est une responsabilité partielle objective, s'il est permis de parler ainsi ; mais elle était loin de représenter

la diminution de la responsabilité eu égard au sujet seul du crime : en réalité, l'école classique, avec ses postulats, ne pouvait admettre une responsabilité atténuée. — Chose bizarre, c'est au même résultat qu'arrive l'école positiviste ou déterministe, en partant de principes absolument opposés.

CHAPITRE II

L'ÉCOLE POSITIVISTE OU ITALIENNE (1)

Cette nouvelle école se sépare nettement de l'école classique : elle n'admet plus le libre arbitre, elle conteste que sa révélation par la conscience soit la réalité des faits.

Comment s'est-elle formée et d'où vient-elle ? Toutes les législations pénales qui gouvernent le monde depuis plusieurs siècles ont donné pour base au droit de punir la responsabilité, déduite du libre arbitre. Les résultats qu'elles ont engendré sont loin d'être satisfaisants : les crimes deviennent chaque jour de plus en plus nombreux ; le flot de la criminalité monte sans cesse. C'est cette recrudescence de la criminalité qui a déterminé une réaction contre les théories admises jusqu'alors sans contestation. M. Tarde assigne une autre cause à la formation de la nouvelle école : les nouvelles recherches proviennent, selon lui, d'une crise pénale, elle-même résultant d'une autre crise,

(1) V. Ferri, *Sociologie criminelle* (4^e éd.), chap. III, p. 42 et s. ; Garoffalo, *Criminologie*, 3^e p., chap. 2, § 4, p. 298 et s. ; *Di un criterio positivo della penalità* ; Hamon, *Déterminisme et responsabilité* ; Angiolini, *Dei debetti colpasi*.

la crise morale. Le progrès du droit pénal est lié, dit-il, à une diminution de criminalité qui a son revirement, car si le crime inonde la société, alors « la société honnête se défend comme elle le peut, écrasant à droite et à gauche, sans mesurer ses coups, comme fait un homme surpris par un assassin nocturne (1) ». « La vraie cause, ajoute-t-il, l'espèce de fièvre qui travaille aujourd'hui le droit pénal, de même que le trouble économique et l'agitation politique de ce temps, n'est qu'une des formes revêtues par la grande crise actuelle de la morale, révolution sourde et inaperçue si ce n'est de quelques penseurs, mais plus grosse de conséquences incalculables que bien des bouleversements fameux. »

La nouvelle école prétend apporter un remède plus efficace contre le crime, et c'est pour diminuer la criminalité qu'elle prétend se substituer à l'ancienne école classique. Elle a comme fondateur Lombroso, dont le livre, *L'Uomo delinquente*, paru en 1876, produisit une grande impression dans les milieux scientifiques. M. Lombroso établit la base de sa théorie sur une science nouvelle, l'anthropologie criminelle, née de la pathologie criminelle et de la médecine légale ; il tend à démontrer que le criminel présente le type du sauvage primitif, poussé par sa nature même au crime : le crime qui, aujourd'hui, est l'exception, était aux premiers temps de l'homme la règle. Plus tard, M. Lombroso revint d'ailleurs sur ses propositions

(1) Tarde, *Philosophie pénale*, p. 72.

et reconnu que le criminel est plutôt un dégénéré qu'un homme primitif. Ses adeptes, MM. Ferri et Garoffalo, modifièrent ses données en les combinant et en les synthétisant avec la statistique et la sociologie criminelle ; de sorte que la nouvelle école est, à vrai dire, la résultante de ces trois sciences criminelles : l'anthropologie, la statistique et la sociologie. Il faut y ajouter la psychiatrie et la médecine légale. Les théories pénales émises par la nouvelle école s'appuient sur des bases nouvelles et distinctes, car sa philosophie positive rejette tous les principes de l'ancienne école classique. Trois points essentiels la caractérisent : d'abord la négation du libre arbitre, ensuite l'étude du criminel comme une anomalie physiologique ; enfin l'affirmation que le crime doit être considéré comme le résultat de causes pathologiques, sociales et anthropologiques, et non pas comme un fait contingent soumis au libre arbitre de l'homme. « L'homme est libre, dit l'école classique, il peut vouloir le bien ou le mal ; s'il a fait l'un ou l'autre, c'est qu'il a choisi : du fait qu'il est libre, il est responsable de ses actes ; mais s'il n'a pas été libre quand il a commis son crime, il n'est pas responsable. » Ce raisonnement n'est plus accepté par l'école positiviste : le libre arbitre n'a pour elle aucune existence réelle ; la science nous le démontre, elle nous prouve la répétition nécessaire des phénomènes ; telle circonstance produit tel phénomène et non pas d'autres. C'est surtout la psychologie expérimentale qui nous explique les phénomènes psychiques sans avoir recours à des idées abstraites.

La physio-psychologie scientifique ou expérimentale nous démontre que l'activité volontaire de l'homme n'est qu'une dernière forme de l'activité animale en général ; en partant de la plus rudimentaire manifestation de la vie, du protoplasma qui accuse son existence par des mouvements inconscients, jusqu'à la manifestation supérieure de l'action humaine délibérée, il faut passer par une série de degrés qui n'admettent plus l'existence unique de liberté morale chez l'homme (1). L'activité psychologique de l'homme n'est que le résultat de sa constitution physiologique. La sensibilité, la volonté, l'intelligence suivent les évolutions et les croissances de l'organisme. « Aucun philosophe, dit M. Ferri, n'a jamais soutenu que la mémoire ou l'intelligence soient indépendantes de leurs causes déterminantes ; quelle raison pourrait-on avoir pour persister dans l'illusion commune qui, en attribuant cette indépendance à la volonté, en fait une exception unique dans tout l'ordre des forces naturelles (2). » Toute action, consciente ou non, est le résultat des causes de transformation des forces. Si on admettait une volonté créatrice, si c'était elle qui donnait à l'homme une impulsion dans un sens ou dans un autre, que deviendrait la loi de Lavoisier sur la matière par exemple ? Puis, dans l'état actuel des connaissances philosophiques, où la science soumet toutes les manifestations humaines à la loi naturelle de la causalité,

(1) Comp. Binet, *La psychologie des micro-organismes*, et Sirkoscki, *Développement de la volonté chez l'enfant*.

(2) Ferri, *op. cit.*, p. 270

comment admettre un effet sans qu'il soit une suite nécessaire, immédiate et inévitable d'une cause précédente ?

Toutes ces considérations nous obligent, disent les positivistes, à considérer toutes les facultés psychologiques de l'homme comme physiologiques, comme des phénomènes déterminés par des causes préexistantes et certaines. La volonté, ainsi que les autres facultés, produit tel ou tel effet d'après le sens où elle est dirigée par des forces physiologiques ; de même, une bille jetée sur une surface pleine de sinuosités s'arrêtera à telle ou telle sinuosité, selon la vitesse avec laquelle elle aurait été jetée et la direction dans laquelle elle aurait été lancée. La volonté peut être plus ou moins développée dans différents individus ; il en résulte que certaines personnes sont douées d'une puissance volitive plus grande que d'autres, comme il y a des hommes plus intelligents que d'autres. Il est incontestable d'autre part que la volonté se modifie d'après les circonstances extérieures : elle n'est pas la même dans un pays chaud que dans un pays froid. Les conditions climatiques, le mode et la quantité de travail, comme aussi l'espèce, la qualité de l'alimentation, l'exemple, l'éducation sont autant de conditions et de causes qui la déterminent.

La psychologie positive nous démontre en outre, par les observations de fait, méthode inconnue à la psychologie classique, que, de même que la mémoire est le résumé abstrait et général des souvenirs, de même la volonté n'est que le résumé et le système de tous les actes de volition

que nous avons accomplis. Une délibération volitive n'est pas une cause, mais c'est la conscience d'un fait qu'on accomplit (1).

Les positivistes donc rejettent tout à fait la présomption du libre arbitre comme base de la responsabilité pénale ; mais que mettent-ils à sa place ?

La réforme des positivistes est radicale, ils n'admettent ni mitigation à leur théorie, ni système éclectique. Ils posent comme principe absolu que le critérium de la répression des crimes ne doit pas être cherché autre part que dans la nécessité de la conservation sociale. C'est la loi universelle qui domine, sans que quiconque puisse s'y soustraire, tout organisme animal aussi bien que tout organisme social. Un second principe complète le premier : la séparation de l'idée de culpabilité et de l'idée de défense. L'élément de la culpabilité morale ne doit influencer en aucune façon la répression, la peine doit être le résultat pur et simple de la nécessité de défense et de conservation.

Ces postulats les conduisent à la définition suivante du délit : « Sont punissables les actes déterminés par des motifs individuels et antisociaux, qui troublent les conditions d'existence et offensent la moralité moyenne d'un peuple dans un moment donné (2). »

Pour étayer leurs conclusions, les positivistes font une

(1) Ribot, *Les maladies de la volonté*, p. 175.

(2) Ferri, *op. cit.*, p. 46.

incursion dans les époques préhistoriques et dans le monde animal. Pour arriver à une solution scientifique, la sociologie ne peut et ne doit pas se borner à l'étude anatomique des peines et des délits. Il faut reprendre le bout du fil et rechercher toutes les manifestations évolutives de la fonction pénale, depuis les temps les plus primitifs, où le germe du droit de punir apparaît, jusqu'à nos jours, où elle est caractérisée par une constitution compliquée et confuse.

L'école italienne part du principe darwinien « tout être lutte pour sa propre existence ». Cette nécessité de lutter implique celle de se défendre contre l'agresseur. Toute action qui amène un trouble aux conditions naturelles de l'existence de l'individu ou de la société détermine une réaction. Le phénomène s'observe chez les animaux les plus primitifs comme chez les êtres d'organisme très complexe, car il ne faut pas séparer la biologie de la sociologie. La vie animale se manifeste dès ses débuts par une double série d'organismes individuels et sociaux (1).

Il existe aujourd'hui encore des peuplades primitives comme les Caraïbes, les Esquimaux, chez lesquelles la défense individuelle s'exerce absolument distincte de la défense collective (2). Elles vivent sans chef et une attaque contre un de leurs membres ne donne naissance qu'à une réaction purement individuelle de l'offensé, sans que la

(1) Rabbeno, *Rapporti fra biologia et sociologia*.

(2) Espinas, *Les Sociétés animales*, p. 450.

tribu ne conçoit aucune intervention de sa part. Le juge comme l'exécuteur du jugement, c'est l'individu attaqué, qui se défend et se venge comme il entend et comme il le peut (1).

M. Puglia (2) note pourtant une distinction dans la défense. Il y a, dit-il, la défense immédiate et la défense différée, qui forme la vengeance. Mais il ajoute que ces deux espèces de défense ne se sont pas succédé, mais ont existé simultanément. De même, il ne faut pas considérer la défense immédiate comme étant de source individuelle et celle différée de source sociale, car l'individu a exercé la défense différée ou la vengeance, comme la société ou la tribu a exercé la défense immédiate, soit par son chef, soit par elle-même.

Pour préciser encore mieux cette vindicte, on cite Spencer, suivant lequel, entre la réaction défensive contre un agresseur interne et celle contre un agresseur externe, il y a analogie très intime, identité même. La réaction de l'individu ou de la société se fait de la même façon ; mais comme la défense individuelle est transitive et exorbitante, la forme collective ou sociale tend à prendre sa place. La collectivité doit réagir elle-même, car l'action qui lèse l'individu l'atteint elle-même indirectement par la menace qu'elle implique de la détruire ou de l'affaiblir.

Voilà pourquoi, à toutes les époques de l'histoire s'ob-

(1) Letourneau, *La sociologie*, p. 444 et s.

(2) Puglia, *Evolutione storica e scientifica del diritto et procedura penale* ; Darwin, *Sélection sexuelle*.

serve le même phénomène, remplacement de la défense individuelle par la défense sociale ; il s'opère graduellement, c'est-à-dire commence par une limitation de la défense individuelle et arrive finalement à la substitution complète (1).

Dans la défense individuelle, font remarquer les positivistes (2), le motif qui fait agir, c'est l'idée de conservation ; que l'attaque vienne d'un animal ou d'un homme, l'offensé se défend sans tenir compte des conditions psychologiques de l'offenseur. La culpabilité chez l'agresseur est étrangère à la défense individuelle (3). Le même caractère se retrouve dans la défense sociale des temps primitifs. Chez les anciens Romains, le dommage et le danger forment le criterium de la répression, la culpabilité morale du criminel ne tient aucune place.

Les sociétés actuelles n'admettent plus comme base de la pénalité la défense pure et simple ; il leur faut la culpabilité morale, quoiqu'il soit vrai que bien des fois, dans la réaction directe ou immédiate, la défense soit le seul motif de réaction. Mais dans les cas de réaction indirecte, c'est-à-dire quand l'offense est consommée, il s'agit de la punition : la responsabilité morale de l'agent devient alors indispensable, car la responsabilité morale devient la base de la punibilité. C'est sur ces bases que se sont formées les législations actuelles. C'est le principe de la

(1) Letourneau, *op. cit.*

(2) Ferri, *op. cit.*, p. 301.

(3) Fioveti, *La legitima defensa*.

responsabilité qui est le fondement de la théorie classique, qui justifie son principe suivant lequel, une fois l'attaque consommée, il n'y a plus de raison d'être à la défense, il s'agit seulement de faire acte de justice réparatrice ; il faut donc mesurer la culpabilité de l'agent à sa responsabilité.

Tel est le point vital sur lequel les deux grandes écoles se contrarient, car l'école italienne, en contestant la nécessité de la culpabilité, conteste par cela même la base de l'école ancienne. Nous voyons donc qu'après avoir nié le libre arbitre, les positivistes arrivent à détruire la responsabilité même : de sorte que tout le système classique doit s'écrouler. « C'est dans le caractère sacerdotal et militaire du chef de la tribu et ensuite de ses ministres délégués, dit M. Ferri, que réside le germe primordial de ce critérium de la culpabilité morale comme condition de possibilité. Car les sacerdocees, conquérant cette prédominance qui est un caractère sociologique de l'humanité primitive dans toutes les variétés ethniques, attribuèrent à eux-mêmes la répression d'abord des actes anti-religieux, et ensuite des actes anti-sociaux ou criminels. Et alors la réaction défensive ou répressive, qui chez l'individu offensé avait le caractère d'une « vengeance privée », chez la famille de l'offensé d'une « vengeance de sang », chez la collectivité et le chef de la tribu d'une « vengeance publique », chez les sacerdocees ont le caractère d'une « vengeance divine » en se transformant et devenant de fonction purement défensive fonction religieuse et morale, avec

la suite naturelle de toute religion d'un formalisme très rigoureux et surtout d'un esprit mystique de pénitence. » C'est ainsi qu'après tant de transformations, le droit de punir passe au pouvoir laïque, tout en conservant sa même fonction morale et moralisatrice.

L'étude de l'évolution du ministère pénal de la société conduit les positivistes à établir deux principes, dont ils forment la base de la nouvelle école : ils ne reconnaissent au ministère pénal de la société qu'une fonction de défense et de conservation, et pour eux cette fonction est absolument indépendante de toute condition de responsabilité morale chez l'individu.

Le premier postulat rencontre deux objections de la part des criminalistes. Ce principe, disent-ils, prête d'abord à une confusion par l'assimilation du droit de punir avec le droit de défense, puisque la défense se rapporte à une action future, et que la peine est relative à un fait déjà passé. En second lieu, sous prétexte de défense sociale, ne légitime-t-on pas tout excès, en détruisant la garantie des droits de l'individu ?

A ces objections, les positivistes répondent qu'elles ne sont que pure question de mots. Ainsi, lorsque la société punit un criminel, son but n'est pas seulement une défense pour l'avenir, afin d'empêcher l'individu de commettre d'autres crimes, c'est encore une défense contre les autres individus par l'effet d'intimidation que la peine produit. L'école classique parle alors de justice absolue ; mais cela ne modifie en rien l'autre caractère de défense qui peut exister sans cette justice absolue. La répression

dépasse même la défense, de sorte qu'il y a plus de rapprochement entre la répression classique et la vengeance primitive, et que, sous prétexte de justice absolue, on ne fait que pratiquer les anciennes coutumes barbares. Le système pénal de l'école italienne ne recommande pas la répression comme le système classique ; il se contente de la défense proportionnée au danger du criminel et de guide sur le principe de la *témibilité* du criminel.

Naturellement la vengeance contient assez souvent la défense, mais souvent aussi elle la dépasse. Le premier sentiment qui naît de l'instinct de conservation, c'est celui de la défense ; plus tard seulement apparaît le sentiment de vengeance tant que l'acte du défenseur tend seulement à supprimer le mal ; qu'il soit une agression imminente ou probable dans l'avenir, il a toujours le caractère de défense. Pourtant c'est à ce sentiment que s'attachent les législations pénales actuelles ; c'est ce caractère de la peine que les criminologistes classiques ont voulu justifier par l'introduction de la justice absolue. « Il s'agit maintenant, dit M. Ferri, d'en initier et effectuer la phase sociale, dans laquelle, suivant les données de l'anthropologie et de la statistique sur la genèse du crime, la peine doit être, non plus la rétribution d'une faute morale avec un châtiment proportionné, mais un ensemble de mesures sociales, préventives et répressives, qui, en répondant mieux à la nature du crime, soit une défense plus efficace et plus humaine de la société (1). »

(1) Ferri, *op. cit.*, p. 305.

La deuxième objection élevée contre l'école italienne, c'est que, si on ne considère que l'intérêt de la société, on détruit la garantie de la liberté individuelle, tout excès de société pouvant se légitimer sous le prétexte de sa défense. — L'intérêt de la société ne détruit pas celui de l'individu, répondent les positivistes, pas plus dans le système positif que dans le système classique. Il est vrai que l'école classique parle de la défense juridique soumise au droit, limite le cercle d'action de cette défense et garantit les individus en posant comme principe dirigeant la justice. Mais, à bien remarquer, il n'y a pas de différence entre la défense juridique et la défense sociale, car le droit n'est pas immuable. Le droit est engendré par la société et il ne pourrait être conçu séparé d'elle. Celle-ci, que des transformations continuelles modifient, les reflète sur le droit qui la gouverne, mais qui émane d'elle. « Dire que la société a le droit de punir, écrit M. Ferri, pour une nécessité de la défense juridique, ne peut exprimer autre chose que de dire que la société punit pour conserver l'ordre juridique qui existe à chaque époque dans chaque pays. Mais alors, défense juridique équivaut à défense sociale, car société et droit sont deux termes corrélatifs et convertibles. Qui dit droit, dit société, car il n'existe pas de droit sans société, de même qu'il n'y a pas de société sans droit (1). »

En redoutant ces excès possibles de la part de la société,

(1) Ferri, *op. et loc. cit.*

les adversaires de la théorie nouvelle ajoutent que, d'après la nouvelle école, l'excès pourrait arriver à tel point que rien qu'une déformation du crâne ou de la mâchoire devrait donner logiquement lieu à un emprisonnement. Cette objection ne peut plus être faite à la théorie positiviste, telle qu'elle est formulée par MM. Ferri et Garoffalo, car leur théorie n'est plus basée seulement sur l'anthropologie, mais encore sur la sociologie et la statistique.

Le deuxième postulat de l'école italienne n'est pas moins important que le premier. En dehors de l'imputabilité physique il ne faut pas en chercher d'autre. L'élément de la responsabilité morale a persisté jusqu'à nos jours, « comme un résidu inconscient, dit M. Ferri, des traditions et des habitudes éthico-religieuses ». Les positivistes remplacent donc la responsabilité morale par la responsabilité sociale : tout homme doit répondre de ses faits, non pas parce qu'il est libre moralement dans l'exécution de ses faits, mais parce qu'il vit en société.

On donnerait une idée incomplète de l'école italienne si on omettait d'indiquer d'abord les formes de la sanction sociale et ensuite le critérium juridique d'après lequel on appliquerait dans chaque cas spécial la forme de sanction la mieux adaptée, et son degré d'intensité.

En ce qui concerne le premier point, il faut noter une différence très nette entre les théories positiviste et classique. Celle-ci, en séparant complètement le droit civil du droit pénal, séparait aussi leurs sanctions, en sanctions civiles et pénales. L'école italienne part d'un point de vue

opposé : dans la théorie, comme dans la pratique, tout espèce de moyen a la même valeur au point de vue de la défense sociale ; il n'y a pas eu séparation entre eux au début de l'évolution juridique de l'humanité ; donc pas de séparation entre les sanctions pénales d'une part et civiles d'autre part ; les moyens préventifs sont encore séparés, par l'école classique, de moyens répressifs : cette distinction n'a pas de raison d'être. La prévention n'est pas moins importante que la répression surtout si on prend en considération la prévention indirecte ou sociale.

En conséquence les formes de réaction sociale sont les mesures défensives suivantes : *a*) mesures préventives, qu'il faut distinguer en mesures de police administrative, qui tendent à prévenir ou empêcher le crime lorsque les causes en sont déjà développées, et mesures de police sociale qui visent à éliminer ou à atténuer les causes mêmes du crime ; *b*) mesures réparatrices ; *c*) mesures répressives ; et *d*) mesures éliminatives.

Voyons maintenant quel est le criterium de cette sanction sociale. Il a été mis en lumière par M. Garoffalo dans son livre, *Di un criterio positivo della penalita*. Pour avoir une règle d'après laquelle on puisse appliquer les mesures défensives il faut avoir en vue, d'abord la *perversité du criminel*, c'est-à-dire le danger futur que le crime commis fait prévoir par des différentes facilités de reproduction, par les conditions de personne, de temps et de lieu ; en second lieu, *l'adaptabilité du criminel au milieu social*. M. Ferri complète le système, qui ne con-

tient pas les mesures préventives. Il faut encore, selon lui, que l'anthropologie et la statistique criminelle nous fournissent, d'une part la force spécifique des impulsions criminelles, d'autre part les moyens défensifs dont la société peut disposer ; il faut ajouter, par conséquent, les *motifs déterminants* (1).

Telle est dans ses grandes lignes la conception de l'école italienne ; ses données admettent-elles une responsabilité atténuée chez le criminel ? Naturellement une responsabilité partielle basée sur la diminution de liberté dans l'action est absolument étrangère à l'école italienne ; car, du moment que le principe de la responsabilité est contesté, la responsabilité partielle implicitement est repoussée. Mais nous croyons qu'il peut y avoir place pour une responsabilité partielle, ou plutôt atténuée au point de vue de la responsabilité sociale, telle que l'école italienne l'entend.

Tout homme est toujours responsable de son action anti-juridique, dit M. Ferri, mais les hommes sont-ils toujours responsables au même degré ? Théoriquement oui ; il ne peut y avoir qu'un degré dans la responsabilité sociale, comme dans la responsabilité morale des classiques : mais en pratique le point de vue change. En pratique on cherche surtout à appliquer une peine, aussi adéquate que possible au criminel. Les criminels reconnus atteints d'une maladie, ou considérés comme ayant accompli le

(1) Ferri, *op. cit.*, p. 444.

crime, non à cause d'un penchant criminel inhérent à leur nature, mais par suite d'une cause occasionnelle quelconque ne doivent pas être confondus avec les criminels ordinaires, et des mesures différentes leur seront appliquées. Ainsi les épileptiques et les hystériques, au lieu d'être punis, seront traités dans un hospice. Si la société ne leur applique pas des mesures rigoureuses que leur action implique, n'est-ce pas parce qu'elle leur pardonne dans une certaine mesure. « Il ne suffit pas, dit M. Ferri, pour les applications pratiques d'établir le principe général de la responsabilité pénale. Il faut ajouter maintenant les critères scientifiques pour l'adaptation de cette même responsabilité aux crimes et aux criminels en particulier. » Il nous semble donc qu'en appliquant une peine plus douce ou combinée avec un traitement, la société reconnaît chez l'individu une responsabilité diminuée ; en pratique se réalise une responsabilité partielle par l'individualisation des mesures de défense. Mais qu'on le retienne, la responsabilité partielle ne cadre pas entièrement avec le principe théorique de l'école italienne, et ce n'est que plus tard, après bien des tâtonnements, que l'école néo-classique est arrivée à dégager nettement la conception de la responsabilité partielle.

CHAPITRE III

THÉORIES INTERMÉDIAIRES & ÉCOLE NÉO-CLASSIQUE (1)

Des deux grandes théories, que nous venons d'exposer, laquelle convient-il d'admettre? La première est depuis longtemps passé dans la pratique sans que ses résultats soient satisfaisants; la seconde, d'une part est trop récente pour qu'on puisse l'apprécier sur des conclusions expérimentales, et d'autre part elle est trop exclusiviste: elle détruit tout, sans tenir compte des institutions existantes. Sans doute, elle édifie une construction nouvelle, un système d'une logique irréprochable; mais, il faut bien le reconnaître, jusqu'à présent ce système paraît incompatible avec l'état actuel de la société.

Les insuccès de l'école classique, les incertitudes des affirmations de la nouvelle école positiviste, comme aussi le désir d'appliquer la responsabilité pénale sur des bases moins métaphysiques, moins contestables et moins contestées que la croyance au libre arbitre ou au déterminisme, ont donné naissance à des systèmes intermédiaires.

On a soutenu que, pour rendre acceptable l'idée de li-

(1) Comp. Vital, *op. cit.*, p. 449 et s.

berté, il faut admettre chez l'homme, non une liberté absolue et inconditionnée, mais une liberté limitée par des manifestations de la vie psychique avec les conditions de développement de nutrition et de fonctionnement, non seulement du cerveau, mais de l'organisme tout entier (1).

Pareil système admettant comme point de départ une limite de la liberté, arrive en dernière analyse à sa suppression, c'est-à-dire en définitive au déterminisme, thème de l'école italienne.

D'autres, comme M. Fouillée (2), admettent une liberté idéale comme légitimant la peine. Peut-être la conception est-elle trop belle, trop élevée, pour être exacte : pareille liberté existe-elle chez tous les hommes, et si on la reconnaissait chez tous, n'est-elle pas autre chose, sous un autre nom, que le libre arbitre ?

Une autre théorie enseigne que le fondement de la responsabilité consiste en un *motif de contradiction*, par lequel l'individu peut vaincre un autre motif qui le sollicite ; cette résistance prouve sa responsabilité et sa puissance individuelle ; l'efficacité de ce motif peut du reste être détruite ou affaiblie par impulsions morbides (3).

Les criminalistes allemands ont abandonné la liberté de la volonté comme base de la responsabilité et lui substi-

(1) Prins, *Science pénale et droit positif*, p. 162 et s. ; Kraft-Ebing, *Traité de psycho-pathologie judiciaire*, liv. 4^{er}, ch. 1 et 2, p. 11 et s.

(2) Fouillée, *La liberté et le déterminisme ; L'idée moderne du droit*, liv. 3, chap. 4 ; *La science sociale contemporaine*, liv. 4, chap. 2.

(3) Fulci, *Evolutione nel diritto penale*, p. 48 et 228 ; *L'intenzione nei singoli rei*, I, 3, et II, 351.

tuent la liberté de l'intelligence (1). Mais si on entend par liberté de l'intelligence l'indépendance absolue de toutes causes externes ou internes, on retombe dans la théorie classique, en déplaçant la liberté d'une faculté à une autre, ce qui n'explique pas davantage l'idée de liberté. Que si on entend par liberté de l'intelligence sa normalité (2) ou son intégrité, la notion est alors plus positive. L'article 51 du Code pénal allemand est la mise en œuvre de cette conception : « Il n'y a pas d'action punissable lorsque l'agent au temps où il a commis l'action était dépourvu de connaissance, ou dans un état d'altération morbide des facultés mentales, duquel était exclu la détermination libre de sa volonté. » M. Liszt, qui avait d'abord soutenu cette opinion, l'a abandonnée depuis, en se rapprochant davantage du déterminisme ; selon lui en effet « dans l'idée de responsabilité n'est pas supposée l'idée de liberté de la volonté soustraite à la loi de la causalité, mais seulement celle de la déterminabilité de la volonté en conformité avec la loi, en général par l'intermédiaire des idées et en particulier par l'intermédiaire des actions et de la religion, de la morale, du droit, de la prudence (3) ».

Citons enfin la théorie de M. Tarde (4), d'après lequel, la responsabilité, sans être liée au libre arbitre, reste néan-

(1) Von Liszt, *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*.

(2) Ferri, *op. cit.*, p. 612 et s. ; Hamon, *op. cit.*, p. 201 et s.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 970 ; Adde, ses articles dans *Zeitschef gesstrafress*, 1896, p. 75 et s. ; 1898, 229.

(4) Tarde, *Philosophie pénale*, p. 83 et s. ; *Etudes sociales et pénales : l'idée de culpabilité*, p. 322 et s.

moins la mesure de la responsabilité pénale. Au libre arbitre il substitue *l'identité personnelle* du criminel avec soi-même avant et après le crime, et sa *similitude sociale* avec ceux parmi lesquels il vit et notamment avec sa victime. La personne c'est « l'individu psychologique, le moi, un ensemble et un enchaînement d'états de conscience ou de sub-conscience, à savoir l'impulsion et l'information ».

L'identité, « c'est la permanence de la personne, c'est la personnalité envisagée dans le rapport de sa durée ». Quant à la similitude sociale, « il faut que, dans une large mesure, leurs penchants naturels, quels qu'ils soient, aient vécu de l'exemple ambiant, de l'éducation commune, de la coutume régnante, une direction particulière qui les ait spécifiés, qui ait précisé la faim en besoin de manger des plats français ou des plats asiatiques, la soif en besoin de boire du vin ou du thé, le sentiment sexuel en goût de marivaudage mondain ou d'idylle champêtre, en amour de bal en France ou des « bateaux de fleurs » en Chine, la curiosité innée en passion de voyages ou de lectures, de tels voyages ou de telles lectures....., etc. Quand la société a refondu ainsi à son effigie toutes les fonctions et toutes les tendances organiques de l'individu, celui-ci ne fait pas un mouvement, un geste, qui ne soit orienté vers un but désigné par la société. » Les deux idées fondamentales par lesquelles M. Tarde cherche à remplacer le libre arbitre, dont il se déclare l'adversaire, pour justifier la responsabilité du criminel, sont aussi métaphysiques que la liberté morale nous paraît difficilement explicable sans le libre

arbitre, et en mettant à la place de celui-ci l'identité personnelle et la similitude sociale, il nous semble qu'on arrive implicitement au déterminisme que l'on veut précisément éviter (1).

Nous n'avons pas la prétention d'exposer tous les systèmes éclectiques qui ont été soutenus pour essayer de solutionner le difficile problème de la responsabilité pénale. Il en est un cependant sur lequel nous devons insister particulièrement, car il est un acheminement vers la solution que nous adopterons et il a permis notamment aux criminalistes d'ouvrir la porte à la responsabilité partielle : nous voulons parler de l'école néo-classique.

L'école néo-classique (2) ne veut pas détruire entièrement l'ancienne école classique, elle se propose seulement de la renouveler. Elle maintient les notions primordiales de liberté et de responsabilité, mais en donne une autre explication. A la place de la conception abstraite du libre arbitre, elle place une conception concrète qui ne se trouve pas en désaccord avec les données scientifiques modernes. L'école classique supposait que tout acte est un fait de liberté, et que tous les hommes ont une égale liberté vis-à-vis d'un même acte. Tout acte libre renferme toujours la même liberté, laquelle ne saurait avoir de degrés et comporter une liberté partielle.

(1) Comp. Vidal, *op. cit.*, p. 156.

(2) Comp. Saleilles, *op. cit.*, p. 60 et s.

Ce sont ces notions fondamentales que modifie l'école néo-classique. Si la liberté, dit-elle, consiste dans le pouvoir de résister, dans la force de résistance qui se trouve dans chacun de nous vis-à-vis d'une impulsion externe ou interne, dès lors, peut-on dire que la liberté, ainsi entendue, soit identique en présence de n'importe quel acte, et pour chaque individu ? Notre conscience nous dit le contraire, et nous savons d'autre part par expérience, que les impulsions et les passions peuvent obscurcir cette force de résistance, peuvent même l'anéantir. Les rédacteurs du Code pénal l'ont bien senti et c'est pourquoi ils ont admis des peines variables avec deux limites, un maximum et un minimum.

D'autre part, l'école néo-classique pose le principe suivant : la responsabilité découle de la liberté ; celle-ci, qui existe chez tous les hommes, est néanmoins susceptible de degrés. Par suite, dans l'application de la peine, il y a lieu de tenir compte de ses variations. Aussi dans le cas d'aliénation mentale, on doit étudier d'abord l'état pathologique du criminel et prouver ensuite le défaut absolu de liberté chez lui. Deux questions sont donc à résoudre : une de pathologie ou de physiologie, l'autre de psychologie. Il en était résulté en pratique deux systèmes : l'un qui exigeait l'étude de l'état pathologique du criminel comme de son état psychique ; l'autre qui se contentait d'une seule preuve, de celle de la liberté, faisant déduire du manque de liberté l'état pathologique. Tous deux présentent des défauts. Le premier en admettant la preuve d'un état pathologique et

par suite l'intervention du médecin, produit une confusion de rôles : le médecin constatant l'état morbide sera conduit à déterminer le degré de responsabilité du criminel, donc à se prononcer sur la question de liberté. Alors, ou le juge admet ses conclusions, et dans ce cas, ce n'est plus le juge qui juge, mais le médecin ; ou il les rejette et tranche alors sur d'autres bases la question psychologique. Dans le système néo-classique la théorie de la responsabilité partielle pouvait trouver place. Puisqu'il admet que la responsabilité est susceptible de gradations, il y aura une correspondance entre les degrés de la responsabilité et les degrés de la peine. La responsabilité est susceptible de gradations puisque la liberté est susceptible d'être plus ou moins grande ; la force de résistance dépend de l'état de la nature psychique de l'individu, elle est variable avec lui. Il faut donc que la peine représente ce degré de variabilité dans la liberté de l'individu. Pour arriver à atténuer la peine on envisage donc l'individu et on diminue la peine selon sa responsabilité : l'individualisation se réalise ici subjectivement.

Quoique le système néo-classique nous paraisse présenter une supériorité réelle sur l'ancienne école classique puisqu'il admet une tendance de subjectivité dans l'application de la peine, il est loin pourtant d'être parfait. D'abord, il ne donne pas de criterium pour la constatation de la liberté. La théorie classique admettait bien le libre arbitre, mais elle le plaçait dans un monde irréel ; la nouvelle théorie l'enlève de ce monde pour le transporter

dans la réalité, mais sans nous dire à quels indices on peut constater son existence. Puis la responsabilité partielle qui résulte si aisément de la variation de la liberté, n'est pas possible : comment établir des gradations dans une matière, qui non seulement ne tombe pas sous nos sens, mais n'est même pas susceptible de démonstration ?

C'est donc ailleurs, croyons-nous, qu'il convient de chercher un système dont le fondement philosophique soit conforme à la morale sociale actuelle, tout en tenant compte en même temps des progrès et des connaissances de la science médicale moderne.

Ces conditions, nous les trouvons réunies dans le système préconisé par M. Saleilles, dans son remarquable ouvrage sur l'*Individualisation de la peine*. Il maintient la responsabilité et implicitement la liberté ; seulement, l'explication qu'il donne de la liberté est toute autre que celle présentée jusqu'à ce jour. En ce qui concerne les résultats du système, ils s'accordent parfaitement avec les données de la science, et son application pratique ne peut manquer de donner les meilleurs résultats.

Suivant M. Saleilles, il ne faut pas abandonner l'idée de responsabilité et ne pas perdre de vue que le but de la peine est la défense sociale. La notion de responsabilité dans la conception populaire est composée d'éléments complexes : il y a d'abord un élément de source psychologique sociale, formé par l'évolution successive et lente des générations ; puis vient un élément de logique « fruste et sommaire » qui explique le premier. « L'élément de formation

sociale et psychologique de l'idée de responsabilité, dit M. Saleilles, en est la source vraie, celle que découvre l'analyse scientifique expérimentale, mais c'est précisément celle dont nous ne nous rendons plus compte, celle que le peuple ignore. L'élément de forme logique, au contraire, constitue l'idée que le peuple s'en fait ; c'en est la conception simpliste et toute idéale ; la seule que les masses connaissent (1). » Ces deux éléments sont inséparables.

Dans l'idée de responsabilité il y a deux rapports : celui du moi avec la société et un autre du moi avec le moi-même. On trouve donc dans la responsabilité d'abord une conception sociale ; elle devient secondairement une conception individuelle par l'idée de causalité qui est en nous combinée avec celle de l'intégrité de notre être. Cette intégrité doit être constante, c'est-à-dire la même ; car sitôt changée, le rapport individuel n'existe plus ; disparaît aussi le rapport social ; donc plus de responsabilité.

« L'idée de responsabilité, dit M. Saleilles, par suite de sa formation historique est en nous à titre d'instinct, avant que nous en fassions une conception raisonnée. » A cet instinct il convient d'ajouter une conception rationnelle qui, sans rien créer, nous fournit cependant une explication, en idéalisant et en rendant objectif ce qui, autrefois, était subjectif. « C'est comme une conception subjective, dit M. Saleilles, que l'idée de responsabilité a agi en nous et qu'elle est une force motrice dans nos consciences. C'est

(1) Saleilles, *op. cit.*, p. 141.

done comme une réalité subjective, comme une image et une représentation de notre pensée, que nous devons la considérer au point de vue pénal. » Le résultat de cette conception subjective de la responsabilité constitue, dans l'intelligence populaire, la causalité ; il y a responsabilité dans un individu parce que la cause se trouve en lui. Le vulgaire, précisément, voulant aller plus loin et analyser cette causalité, lui a attribué comme motif la liberté.

La collectivité populaire, dit M. Saleilles, cherche la constatation du mal dans le mal même. Le criminel est le le récipient du mal qu'on recherche, et on arrive à lui par la recherche de son fait. Devant un fait criminel, nous nous indignons ; alors une réaction instinctive nous force à chercher d'où provient ce mal ; et en constatant chez un de nos semblables l'origine, nous découvrons l'instinct du mal, le mal moral. Mais la pensée ne s'arrête pas là, elle cherche la cause du mal moral, et « l'homme en face de l'homme n'a su dire qu'une chose, c'est que cette cause initiale était en lui, qu'elle était lui : l'homme est l'artisan de sa propre criminalité ». Cette criminalité lui appartient parce qu'il a action sur lui-même, sur son individualité. Il y a donc dans l'individu une cause agissante qui influe sur son caractère, et cette cause première s'identifie avec la liberté.

Tel est l'élément de construction logique et idéale, grâce auquel la conception populaire identifie la responsabilité avec la liberté. Le droit pénal ne doit et ne peut pas faire abstraction de cet élément. « La vie juridique d'une so-

ciété, en même temps qu'elle doit correspondre à la réalité sociologique qui est en elle doit constituer l'adaptation de l'individualité idéale, qui en dirige l'impulsion et le progrès, aux exigences des lois naturelles qui en règlent le fonctionnement. »

Dans les faits, les sociétés appliquent la conception idéale de la responsabilité, en considérant la responsabilité comme un état virtuel. Elles ne s'adressent pas à l'expérience pour se rendre compte, elles se contentent d'une appréciation purement physique : et, de la normalité du fait, elles concluent à la liberté. La responsabilité existe pour tout homme normal : c'est une supposition. A cette supposition il n'y a d'exception que dans les cas où les manifestations apparentes du fait contredisent la normalité. Il n'y a donc que les cas pathologiques susceptibles de constatation médicale qui mettent l'individu en dehors de la responsabilité. Mais de ce fait que l'on considère la responsabilité comme existant chez tout individu normal, il ne faut pas induire qu'en présence du criminel la société cherche à constater cette responsabilité au moment du fait, pour appliquer une peine ; elle ne fait pas de la responsabilité une mesure du crime. Dans l'application de la peine elle est dirigée par « le degré d'intérêt ou de répulsion que l'agent lui inspire » ; et alors ce n'est plus la logique qui a construit la forme idéale, qui fonctionne, c'est l'instinct de la responsabilité de formation sociologique et inconsciente qui devient la mesure de la peine.

Comme on le voit, M. Saleilles, en analysant la con-

ception populaire du fondement de la pénalité et son application, arrive à une synthèse des systèmes classique et positiviste. Mais il ne suffit pas de constater l'existence d'une idée connue, le résultat d'une évolution sociale, il faut en outre démontrer que cette conception populaire a sa raison d'être et peut s'expliquer scientifiquement.

C'est alors que M. Saleilles, par une analyse pénétrante, arrive jusqu'au fond de notre être psychologique. Nous allons voir comment, dans sa conception, l'idée de liberté devient explicable et peut par conséquent servir de fondement à la responsabilité.

Il est difficile d'acquérir une certitude de la liberté, dit M. Saleilles « tant que l'on se représente la liberté à l'état d'acte positif, comme un facteur intervenant pour décider de l'accomplissement de chacune de nos volutions ». L'origine de nos actes se trouve dans les idées ou dans les sentiments, et si nous suivons l'impulsion d'une certaine idée, c'est que cette idée est devenue prédominante vis-à-vis des autres. « Ce qui peut faire illusion c'est le grossissement de l'idée de volonté, lorsque nous voulons vouloir, et précisément cette idée qui n'est qu'une idée, et souvent la plus tyrannique de toute, l'idée même que nous nous faisons de notre moi et de notre responsabilité agit comme toute obsession intellectuelle, sur le mécanisme des volitions. » Quant à l'idée prédominante qui détermine l'acte c'est le résultat de notre personnalité même. Il est naturel qu'en face de l'idée prédominante apparaisse une autre qui la contrebalance ; si cette idée contraire ne se présen-

taut pas en effet, il ne saurait être question de liberté. Le triomphe d'une idée apporte l'acte de volition, car toute idée tend à se résoudre en un acte.

La liberté ne se trouve donc ni dans l'acte de volition, ni dans la volonté même, qui n'est qu'une idée prédominante transformée en résolution interne. Il faut chercher plus au fond pour la découvrir jusque dans les sentiments et les idées, après lesquels vient l'idée du moi psychologique. « C'est sur nos sentiments et sur la sensation même des idées que l'effort s'exerce pour les combattre et les développer, les grandir ou les atténuer ; et nous arrivons toujours à ce point mystérieux de l'être psychologique où la conscience nous découvre l'unité individualisée et comme intégralité du moi lui-même. »

Peut-on aller plus loin que ce moi, que nous trouvons au bout de la causalité et qui est au plus profond de notre être psychique ? Et surtout pouvons-nous trouver le point de contact entre la chaîne de la causalité psychique et celle de la causalité physiologique ?

Les recherches scientifiques ne pouvant pas dépasser ce moi, ce n'est que par supposition que nous rattachons l'être psychique à l'être physiologique. Nous sentons les effets et les influences de celui-ci sur notre être psychique, mais nous ne pouvons pas suivre ce transbordement d'un domaine sur un autre. Il est certain donc que l'être psychique est dépendant de l'être physiologique ; seulement on ne peut pas douter qu'à côté des influences physiologiques « se fait sentir un fond d'individualité psychique auquel se

ramène tout notre être moral ». Ce moi individuel, cette personnalité se confond avec la liberté. La liberté donc n'est plus un acte, c'est un état. « La liberté, si elle est quelque part et si elle existe, n'est autre que l'individualité psychologique agissant sur elle-même, influant sur les motifs, sur les mobiles, ou plutôt, puisque dans cette analyse de l'unité psychique, il y a là encore un morcellement d'abstraction purement artificiel, sur le fond même du caractère, sur ce fond de personnalité d'où dérivent motifs, mobiles et impulsions, agissant par conséquent sur les facteurs déterminants de la volonté elle-même. »

Dans sa théorie, comme on le voit, M. Saleilles concilie heureusement les deux écoles, se rattache par son idéalisme à l'école classique et par les conséquences pratiques à l'école italienne.

Quelle place la responsabilité partielle peut-elle occuper dans cette théorie ; est-elle possible en présence de cette explication de la liberté ? A première vue, on serait tenté de répondre affirmativement ; mais une analyse plus minutieuse du système amène à la négative. La liberté est un état qui se confond avec l'individualité psychologique même ; or, cette individualité psychologique, quoique ayant une certaine autonomie, est influencée par le domaine physiologique. Il pourrait en résulter que l'individualité sera influencée différemment suivant les états de ce domaine physiologique : la liberté sera variable, aura des degrés : elle variera entre l'état de dépendance absolue aux influences physiologiques jusqu'à l'état dans

lequel la liberté maintient sa pleine autonomie, résistant à toute influence. Il y aura donc place, semble-t-il, pour la responsabilité partielle.

Mais nous avons vu, d'une part, que la liberté est découverte seulement à la suite d'une investigation purement psychologique; d'autre part, que la correspondance entre le domaine psychologique et le domaine physiologique est interrompue, de sorte que même si on pouvait mesurer l'élément physiologique qui influe sur elle, on ne pourrait pas trouver son correspondant sur l'échelle causale du domaine psychologique. Dans ces conditions, la liberté, telle que la conçoit M. Saleilles, reste tout aussi incommensurable que la liberté dans la notion de l'école classique.

Seulement puisque le système de M. Saleilles présente, dans ses applications, une tendance subjective, la responsabilité partielle trouvera son domaine dans l'individualisation de la peine.

Cette responsabilité partielle ne sera que le résultat des constatations d'états pathologiques incertains. Elle ne supposera pas une liberté partielle, car cela est impossible, mais, comme les états pathologiques en général influent sur les facultés psychiques, quoiqu'on n'ait pas une mesure certaine de cette influence, la liberté sera ou diminuée ou supprimée; la peine sera adaptée à l'état de l'individu. L'individualisation de la peine est donc en quelque sorte le moyen de réalisation de cette prétendue responsabilité partielle.

En résumé, la responsabilité partielle apparaît comme un moyen de diminuer la peine au point de vue subjectif ; elle sera réalisée par l'individualisation de la peine. Mais il ne faut pas la considérer comme une diminution de la responsabilité basée sur l'idée de liberté. En d'autres termes, la responsabilité partielle s'attache au caractère acquis ou congénital de l'individu, aura en vue ses penchants, tous les effets psychiques comme physiologiques justement, qui ne sont pas de l'essence de la liberté mais qui viennent l'influencer. On est ainsi amené à former deux domaines subjectifs : l'un sur lequel réside la liberté, l'autre qui renferme tous les phénomènes qui peuvent influencer sur celle-ci : le premier correspondant à la responsabilité, le second à la responsabilité partielle.

La responsabilité partielle n'est donc pas une conception idéale, elle se rapporte à l'individualité apparente de sa personne ; elle n'est pas une virtualité, elle est réelle et varie à l'infini ; il y a autant de responsabilités partielles qu'il y a d'individus particuliers.

Telles sont, résumées à grands traits, les diverses conceptions philosophiques qui ont permis à la théorie de la responsabilité partielle de se faire jour. Avant d'avoir été acceptée par les théoriciens du droit pénal, elle s'imposait depuis longtemps déjà dans le domaine de la pratique. Depuis longtemps, les médecins et les magistrats, concourant à la même œuvre, avaient été obligés de se préoccuper de l'influence que les troubles pathologiques de l'esprit

peuvent exercer sur la responsabilité de ceux qui en étaient atteints ; ils avaient marqué dans leurs grandes lignes les principales variétés de la démence partielle.

TITRE II

DES CAUSES DE LA RESPONSABILITÉ PARTIELLE ⁽¹⁾

Les maladies mentales ont existé de tout temps et elles ont préoccupé toujours tous ceux qui ont étudié l'homme. Les anciens les connaissaient et Lucrèce, dans son *De natura rerum*, a tracé un portrait saisissant de l'épileptique (2) ; mais ils paraissent avoir envisagé les troubles pathologiques de l'esprit sous un aspect tout particulier. Avec leur besoin de tout diviniser, ils regardaient la folie et l'épilepsie comme un mal sacré, une sorte de délire prophétique, d'origine surnaturelle. — Le Moyen-Age, avec ses tendances, d'un mysticisme sombre, changea le point de vue ; la folie, les troubles cérébraux furent encore considérés comme d'origine surnaturelle ; seulement, l'inspira-

(1) Ball, *Responsabilité partielle des aliénés* ; Max Simon, *Crimes et délits dans la folie* ; André, *Les nouvelles maladies nerveuses* ; Vibert, *Précis de médecine légale*, p. 646 et s.

(2) Quin etiam subita vi morbi sæpe coactus
Ante oculos aliquis nostros, ut fulminis ictus,
Concidit, spumas agit ; ingemuit et treuit artus,
Desipit, extentat nervos, torquetur, anhelat
Inconstanter et in jactando membra fatigat.

tion ne venait plus de la divinité, mais de l'esprit mauvais, de Satan (1). — A l'époque de la discussion du Code pénal, on était revenu à des notions plus scientifiques sur l'aliénation mentale. Mais son domaine était encore assez restreint ; il ne devait pas tarder à être élargi au cours de ce siècle, surtout par l'admission de nombreuses variétés de la folie partielle ; il s'agrandit chaque jour encore (2).

La science découvre en effet aujourd'hui une multitude de maladies nerveuses, comme l'éclampsie, l'atétosie et autres, qui sont les conséquences de l'usage, et surtout de l'abus, de l'acool, de la morphine, de la cocaïne, de l'éther. Les savants affirment que toutes ces substances introduites dans le corps influent, non seulement sur le physique, mais aussi sur le moral, surtout sur la partie nerveuse de l'organisme. Peut-être y a-t-il lieu de faire quelques réserves en ce qui concerne ces affections au point de vue de la criminalité. Mais il est des maladies dont l'influence ne fait pas de doute sur l'état psychique de l'individu atteint ; parmi elles nous notons spécialement la folie morale, l'hystérie, l'épilepsie, la surdi-mutité, le somnambulisme et l'hypnotisme, enfin l'ivresse ; ces états forment les éléments principaux du domaine de la responsabilité partielle.

(1) V. un curieux procès rapporté par Maudsley, *op. cit.*, p. 33.

(2) Dr Paul Dubuisson, *De l'évolution des opinions en matière de responsabilité* (*Archives d'anthropologie criminelle*, 1887, p. 401 et s.).

§ 1^{er}. — **La folie morale** (1).

C'est ici surtout que la lutte pour l'admission de l'irresponsabilité partielle fut longue. Il existe certaines catégories d'individus chez lesquels on est forcé de reconnaître que la responsabilité n'est pas complète, parce que toute leur conduite révèle dans les idées, dans les résolutions et dans les actes une étrangeté frappante, une discordance évidente avec ce qui constitue les notions et les tendances d'esprit communes aux autres hommes. Ils ne sont pas des aliénés proprement dits, bien que destinés à le devenir ; il n'ont pas de conceptions délirantes, quelques-uns sont même d'une intelligence remarquable (2). Le trait principal de leur caractère, c'est l'absence totale ou la diminution très sensible de ce qu'on appelle le sens moral, leur indifférence à ce qui est aux yeux des autres hommes le bien et le mal. En effet, de même que l'entendement a ses degrés depuis l'intelligence supérieure jusqu'à l'idiotie, de

(1) V. Vidal, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire* ; Legrand du Saule, *Traité de médecine légale* ; Ball, *Leçon sur les maladies mentales* ; Maudsley, *Le crime et la folie* ; Dallemagne, *Pathologie de la volonté dans ses rapport avec la responsabilité*.

(2) « On est vraiment frappé, écrit Maudsley, p. 471, de tout ce que l'humanité doit à l'initiative, au talent spécial, au génie même d'individus descendant médiatement ou immédiatement de familles où existaient une certaine prédestination à la folie. »

même, et par un phénomène naturel, entre l'énergie suprême d'une volonté bien formée et l'absence totale de sens moral, il y a des degrés dans la force morale. L'expérience prouve que beaucoup d'intelligence peut se trouver unie à peu de moralité, et beaucoup de moralité à peu d'intelligence. Il y a donc des individus qui sont privés plus ou moins de sens moral, de même qu'il est des gens incapables de distinguer certaines couleurs et affectés de daltonisme, ou de reconnaître une note musicale d'une autre (1). Ces désordres de l'être moral sont le plus souvent héréditaires ; quelquefois ils sont acquis à la suite de maladies. Le médecin se trouve amené à rattacher ces instincts pervers à une cause pathologique et à y voir la manifestation d'un état morbide (2).

Les fous moraux, qui, d'après les savants aliénistes et psychiatres, constituent la catégorie des plus irréductibles et des plus dangereux des dégénérés anti-sociaux, sont caractérisés par un désordre localisé du sens moral. Sont fous moraux les individus inaptes à l'acquisition des notions de moralité ou ceux dont l'intellect se trouve congénitalement dépourvue des qualités mentales nécessaires à l'intelligence des vérités morales (3). La folie morale est connue sous différentes dénominations ; ainsi Esquirol et Falret l'appelle *monomanie raisonnante*, Prichard la désigne sous le nom de *folie morale*, Trélat sous celui de

(1) Maudsley, *op. cit.*, p. 57.

(2) Maudsley, *op. cit.*, p. 34 et s. ; Vibert, *op. cit.*, p. 699 et s.

(3) Dallemagne, *op. cit.*, p. 59 et s.

folie lucide, Morel, dans sa théorie de la dégénérescence la confirme sous le nom de *folie morale* (1); Lombroso, confond le fou moral avec le criminel né (2).

Le Dr Dallemagne résume ainsi les caractères des fous moraux : « Les crimes commis par les aliénés sont souvent multiples. Ils ne sont guère précédés de délibération ; ils sont sans cause ; ou s'il existe un motif, ce motif est disproportionné, il ne correspond guère à l'importance du crime. Ce crime s'accomplit souvent sans prévoyance manifeste ; il témoigne, dans les moyens comme dans l'exécution, d'un manque de proportions, de méthode, de logique ; l'aliéné le plus souvent ne cherche guère à se cacher ; il est dépourvu de remords et perd facilement le souvenir de l'acte commis... Il est des fous moraux qui méditent leur crime, le combinent plus ou moins adroitement ; il en est qui cherchent à se soustraire, conscients dans une certaine mesure du châtiment qui les attend. Néanmoins, ces cas sont en minorité (3). »

Faut-il considérer les fous moraux comme irresponsables ? Le danger de leur criminalité, grave dans ses résultats, d'une part, la difficulté d'établir l'existence de cette folie morale et de distinguer nettement en pratique le fou moral irresponsable du criminel irresponsable, d'autre part,

(1) Cons. Féré, *Dégénérescence et criminalité* ; Alimena, *op. cit.*, II, p. 19.

(2) Lombroso, *L'Uomo delinquente*.

(3) Dallemagne, *op. cit.*, p. 67 et 68 ; V. aussi Ferri, *L'omicidio*, p. 540 et s.

enfin, l'inconvénient de l'acquittement du fou moral, et l'insuffisance de son internement, ont poussé certains criminalistes à rejeter l'irresponsabilité des fous moraux et à demander leur condamnation à une peine de longue durée (1).

L'existence de la folie morale ne doit être admise qu'avec beaucoup de prudence et il ne faut pas aller jusqu'à expliquer par la folie les crimes odieux commis sous la seule inspiration de la brutale méchanceté. — La folie morale nécessite, comme tous les cas de responsabilité partielle, une expertise médicale et une enquête des plus minutieuses sur chaque faculté de l'inculpé.

Dans la catégorie des fous moraux on doit compter aussi les *maniaques*, atteints de ce genre de maladie mentale qu'on appelle *paralysie générale* ou *ramollissement cérébral chronique* (2). C'est surtout la période initiale de la maladie qui intéresse les magistrats et les médecins légistes, car après cette période, le malade est dans l'impossibilité de commettre un crime. Les troubles mnémoniques sont les premiers indices de l'affection et se manifestent sous les formes les plus diverses, notamment dans l'écriture ; l'inaptitude à l'attention, à la réflexion, faus-

(1) Prins, *Science pénale et droit positif*, nos 401 et 402 ; Adde, Molinier et Vidal, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, II, p. 433 à 437.

(2) Legrand du Saulle, *Traité de médecine légale*, p. 804 ; Ball, *Leçons sur les maladies mentales*, p. 808 et suiv. ; Magnan et Sérioux, *Le délire chronique et la paralysie générale*.

sant le jugement, entraîne des modifications dans la conduite, dans le caractère. L'impuissance de la volonté à gouverner les instincts et les impulsions pousse le paralytique à des actes délictueux contraires à sa conduite antérieure et qu'il ne songe pas à dissimuler, vols à l'étalage en plein jour, filouteries, escroqueries, abus de confiance, faux en écriture, vagabondage, rixes, outrages et rébellion envers les agents, incendies, actes de violences. — Le diagnostique de cette affection est très difficile à établir ; l'erreur est facile, et la preuve est dans le nombre de condamnations frappant le paralytique à l'occasion d'actes qui relèvent de leur maladie. MM. Magnan et Sérioux s'expriment ainsi, à propos de cette affection : « Il n'est pas d'affection mentale, dont la connaissance soit plus nécessaire au médecin expert et même au magistrat ; la fréquence des erreurs judiciaires dont sont victimes les paralytiques vient le démontrer. De 1885 à 1890, soixante-seize de ces sujets ont été transférés de la prison à Saint-Anne peu de temps, parfois quelques jours après leur comparution devant les tribunaux et leur condamnation. La terminaison mortelle de l'affection, l'autopsie, ont démontré que ces condamnations avaient frappé des malades. »

L'irresponsabilité des fous moraux, des paralytiques, comme des persécutés délirants (1) est incontestable pour tous les actes qui se produisent à l'occasion de leur délire.

(1) Krafft-Ebing, *Trattato di psicologia forense*.

Elle est contestée pour les actes commis en dehors du domaine de la maladie sur lesquels le délire paraît n'avoir pas exercé d'influence. Pendant longtemps les jurisconsultes ont enseigné qu'à une folie partielle et localisée devait correspondre une irresponsabilité également partielle et localisée. Par suite la responsabilité du monomaniacque était réglée par une distinction : elle existait pour toutes les idées non délirantes ; elle disparaissait, au contraire, lorsque l'acte se référait à l'ordre des idées troublées par la maladie (1). Les médecins sont divisés sur la question : quelques-uns admettent la responsabilité partielle (2) ; mais d'autres affirment l'impossibilité de diviser la personnalité humaine en deux, l'une malade, l'autre saine, l'une irresponsable et l'autre responsable. « Il est impossible, dit Maudsley (3) de diviser ainsi la personnalité en deux parties distinctes : l'une qui est esclave d'une idée malade, partant irresponsable, l'autre qui demeure maîtresse d'elle-même et responsable. Cette théorie dualistique est des plus extraordinaires, quand on songe qu'elle s'applique à la volonté et à la liberté morale, c'est-à-dire à ce qui constitue au plus haut degré l'individualité de la personne humaine..... Le fait seul que le délire persiste

(1) Victor Molinier, *De la monomanie envisagée sous le rapport de l'application de la loi pénale* ; Molinier et Vidal, *op. et loc. cit.*

(2) Dr Belloc, *De la responsabilité chez les aliénés* (*Annales médico-psychol.*, 1861) ; Tardieu, *Etude médico-légale sur la folie* ; Ball, *De la responsabilité partielle des aliénés*.

(3) Maudsley, *Le crime et la folie*, p. 191 ; V. aussi Parant, *La raison dans la folie*.

dans l'esprit prouve suffisamment que l'individu ne peut pas raisonner sainement ; il raisonne follement, il sent follement et, tôt ou tard, il agira follement ; son point de départ, en tout, n'est point la raison, mais une maladie. »

La solution de cette question ne peut être trouvée, nous le verrons, que dans la création d'asiles pour ces sortes de criminels. On n'aura plus besoin alors de rechercher la responsabilité, le degré de responsabilité ou même de l'irresponsabilité ; un internement, pour une durée indéterminée, ou très longue, mettra fin à l'incertitude. C'est un point de vue que nous développerons plus loin en détail et c'est la solution que nous préconiserons pour tous les semi-responsables. La folie morale n'est pas en effet, malheureusement, l'unique cause de la responsabilité atténuée.

§ II. — De l'hystérie (1).

L'hystérie est une maladie qui, sans être encore bien déterminée, présente des caractères particuliers. Les hystériques ont généralement une imagination vive et des sentiments exaltés. Ils sont très susceptibles, soupçonnant tous ceux qui les entourent. Ils deviennent facilement irascibles et violents, ce qui les entraîne à commettre les actes les plus bizarres pour satisfaire leur haine ou leur jalou-

(1) Legrand du Saulle, *Les hystériques* ; Gilles de la Tourette, *Traité de l'hystérie* ; Ribot, *Les maladies de la responsabilité*.

sie. Cette maladie se manifeste surtout chez les femmes, rarement chez les hommes. Le Dr Legrand du Saulle, en parlant de la rareté de l'hystérie chez l'homme, dit : « C'est à ce point que quarante cas pourraient être à peine observés dans tout Paris pour le sexe masculin, tandis qu'il y a bien peut-être, entre l'âge de treize et trente-cinq ans, cinquante mille femmes hystériques, dont dix mille ont des attaques. »

Les causes de l'hystérie, quoique multiples, sont multipliées encore par l'ignorance et les préjugés populaires, car presque tout le monde, attribuant la continence comme cause à l'hystérie, la nomment mère de l'hystérie. Cette assertion, qui date de Platon, est inexacte et la science aujourd'hui la repousse sans hésitation. « Ce sont les passions et les affections morales tristes, telle que l'ennui de la servitude ou d'un travail inaccoutumé, les préoccupations d'une existence précaire, les tracasseries provenant des liaisons illicites, les inquiétudes, les contrariétés, les revers de fortune, les attachements déçus, la nostalgie, et surtout la jalousie, qui, faisant tous les frais de la provocation hystérique, relèguent au dernier plan la suprématie étilogique, trop souvent mise en cause, devant l'appétit génésique (1). »

L'hystérie peut énergiquement retentir sur les facultés affectives et finir par en amener la lésion ; mais les facultés intellectuelles restent d'ordinaire intactes : la raison assiste

(1) Legrand du Saulle, *La folie devant les tribunaux*, p. 329.

à la ruine du cœur, mais elle lui survit. D'après M. Legrand du Saulle, la loi aurait en général pleine liberté, en matière de répression, pour considérer l'hystérique comme responsable ; mais l'hystérie est une cause très fréquente d'atténuation de la responsabilité, et dans certains cas elle doit entraîner l'exonération de toute peine.

Le degré de responsabilité est donc variable d'après M. Legrand du Saulle, et il conclut en conséquence : « Selon l'intensité de l'hystérie et selon le degré plus ou moins accentué de perversion concomitante ou consécutive des facultés affectives, il doit, d'après nous, y avoir ou responsabilité ou atténuation de responsabilité, mais très rarement irresponsabilité totale (1). »

La question de savoir si un hystérique peut ou non bénéficier de l'article 64 du Code pénal, quand sa maladie lui enlève toutes facultés intellectuelles et en fait un être semblable à un fou, ne se pose pas, car dans ce cas il y a absence totale de responsabilité par suite de la démence de l'individu et peu importe la cause qui l'a provoquée. Toute la question est de savoir comment il convient de considérer les hystériques qui ne sont pas encore entièrement fous, qui possèdent les facultés de l'intelligence intactes ou presque intactes, et dont les facultés affectives sont seules altérées.

Ainsi que nous l'avons dit, en discutant sur la responsabilité au point de vue philosophique, la mensuration de

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 839.

la responsabilité, la gradation dans la liberté nous paraît chose impossible. L'hystérie, comme toute autre maladie peut avoir des degrés d'intensité, et il y a peut-être autant de degrés qu'il y a de cas. On peut donc, au point de vue médical, classer les hystériques, établir des degrés dans le mal ; mais, de cette classification, conclure à une détermination graduée de la responsabilité c'est tout à fait différent.

L'hystérie n'atteint que les facultés affectives, disent les uns. Même en admettant ce point de départ, qui peut ne pas être toujours exact, il nous semble encore qu'on n'est pas conduit nécessairement à une responsabilité absolue. En effet, nos actions ne sont pas seulement déterminées par notre intelligence exerçant son activité sur la volonté, il y a aussi des actes dont la source est dans une manifestation impulsive des passions ou même dans l'instinct. Faut-il décider de ce cas que l'acte a été commis en pleine liberté, puisque l'intelligence n'était pas malade, faut-il décider que la responsabilité existe ? Evidemment non : puisque la responsabilité a pour base l'intelligence, du moment que celle-ci n'existe pas, elle ne peut exister elle-même.

M. Legrand du Saulle cite deux exemples pour montrer, dans le premier, une responsabilité partielle ; dans le second, une irresponsabilité absolue. Voici le premier : « Une jeune fille de dix-sept ans environ est, depuis cinq ou six ans, en proie à des attaques d'hystérie. Sa constitution est forte, et ses facultés intellectuelles sont très

nettes. A cause de son éducation et de son imagination ardente, sa nature prend un dangereux essor. A la suite d'aventures avec un jeune homme, elle conçoit l'idée de se faire épouser par ce jeune homme. Toutes les protestations, les larmes et les prières ne réussissent pas à fléchir le cœur du jeune homme ; alors elle imagine un stratagème, c'est-à-dire qu'elle fait croire à l'individu qu'elle a un enfant de ses relations (1). » Pour arriver à ce but « elle se rend sciemment l'auteur du rapt le plus audacieux qui soit consigné dans les annales judiciaires ». Cette jeune fille, bien qu'hystérique, a-t-elle eu conscience de son crime ? M. Legrand du Saulle répond oui, et l'article 64 du Code pénal ne lui est pas applicable, à son sens. « Cependant, ajoute-t-il, si les facultés intellectuelles sont dans toute leur intégrité, comme l'a si nettement déclaré notre éminent confrère M. Tardieu, le trouble des facultés affectives est poussé si loin, qu'il a été certainement de nature à exercer une puissante influence sur l'acte incriminé. Cette considération, en atténuant la culpabilité, atténue aussi la responsabilité et entraîne le bénéfice des circonstances atténuantes, mais elle doit bien rarement déterminer l'exonération absolue de toute pénalité. »

Second exemple, d'irresponsabilité absolue : « Une jeune femme d'une éclatante beauté, appartenant à l'une des premières familles de l'aristocratie autrichienne, se prostituait à tout venant, aux gens même les plus abjects, et

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 339.

finit par écraser la tête de son enfant nouveau-né, sans avoir en aucune manière conscience de son action criminelle. Pour cette fois, l'irresponsabilité était bien réelle. »

Pourquoi donner dans le premier exemple une solution différente de celle que l'on donne dans le second ? Pourquoi dans le premier cas la femme hystérique est-elle une demi-responsable, tandis que dans le second elle est pleinement irresponsable ? Il nous semble que, dans les deux cas, la même solution s'impose. Il est vrai qu'on prête à l'hystérique du premier exemple une intelligence complète qu'on ne reconnaît pas dans celle du second, mais il n'est pas moins vrai qu'on ne prétend pas, dans cette dernière hypothèse, que la femme était entièrement folle. Pourquoi dès lors une décision différente ?

L'hystérique qui a volé l'enfant a été consciente, dit-on, parce qu'elle a combiné les motifs, préparé et calculé le coup pour arriver à un but déterminé. Mais nous demandons si on peut répondre avec certitude que la femme qui a écrasé son enfant, n'a pas aussi combiné son acte, n'a pas été pleinement consciente en commettant le crime ? Évidemment nous ne mettons pas en doute qu'elle n'ait accompli son crime sous l'influence d'une passion violente due à sa maladie, mais il se peut bien que cette passion même lui ait suggéré la marche à suivre pour accomplir son crime. Ne peut-on pas dire que le même phénomène s'est produit pour la femme hystérique qui vole un enfant ? Elle a commis le rapt sous l'influence de sa passion, née de sa morbidité. Nous pensons donc qu'il

y a, dans les deux cas, plutôt une irresponsabilité absolue qu'une responsabilité partielle (1). Il ne nous paraît donc pas qu'il y ait ici responsabilité partielle, à moins qu'on identifie l'irresponsabilité avec la maladie même.

§ III. — De l'épilepsie.

Cette maladie se manifeste encore plus souvent que l'hystérie. Elle est plus redoutable car elle a, plus que l'hystérie, des influences néfastes sur l'intelligence. L'épileptique est dangereux, car très souvent il est difficile à reconnaître. Ses qualités intellectuelles fonctionnent comme chez un homme normal, tant que l'accès épileptique ne se produit pas. A chaque instant nous pouvons coudoyer un épileptique sans nous en douter. Il faut donc considérer la question des épileptiques comme une des questions les plus importantes du droit pénal. « Il y a trent-huit mille épileptiques en France, dit M. Legrand du Saulle (2). Ce chiffre déjà si élevé est bien loin d'être l'expression exacte de la vérité, car, combien n'y a-t-il pas

(1) Comp. Prins, *Science pénale et droit positif*, page 243 : « L'hystérie est une maladie nerveuse indiquant la dégénérescence. Elle a une grande influence sur le caractère de la volonté. Le délit commis pendant l'accès n'est pas imputable pénalement à son auteur. »

(2) Legrand du Saulle, *Traité de médecine légale*, p. 787 et s. ; Krafft-Ebing, *op. cit.*, p. 269 et s.

de familles qui cherchent à enfouir dans un douloureux silence l'infirmité de l'un des leurs ! »

L'épilepsie, connue depuis longtemps, a été nommée différemment : *morbus comitialis*, par Platon, *morbus sacer*, par Celse, *morbus herculeus*, par Arétée. Elle se manifeste, dans l'attaque franche, par la projection à terre du malade ; elle est accompagnée d'un cri au moment de la chute, avec convulsions rapides et violentes, suivies d'un coma profond pendant quelques instants.

L'épileptique a toujours un côté du corps atteint, ou, si tout le corps est frappé, un côté l'est plus que l'autre. D'autres symptômes se manifestent sur sa figure dans la contraction des muscles. Tant que dure la période convulsive, le malade est absolument insensible, la lumière n'influence pas ses yeux, le plus grand bruit ne le réveille pas.

L'épilepsie est un commencement de maladie nocturne, ce qui empêche d'éveiller l'attention du malade comme de ceux qui l'entourent. Elle se manifeste par des formes très variées, a des effets multiples. Frousseau a exposé une seule manifestation : le vertige ; mais d'après M. Legrand du Saulle, il y en a plusieurs : le *vertige*, l'*accès incomplet*, et l'*attaque convulsive* (1). Nous allons voir les caractères de chaque manifestation.

L'individu atteint des vertiges a l'apparence de la santé, peut travailler. Il est tranquille, mais quand la crise arrive, tout à coup il interrompt son travail ou lâche

(1) Legrand du Saulle, *Etude médico-légale sur les épileptiques*.

l'objet qu'il tenait à la main, reste immobile pendant quelques secondes. Il ne tombe pas et au bout de quelques instants recommence et continue ce qu'il faisait auparavant. Il y a, pendant l'accès, une espèce d'oubli, d'interruption de la vie réelle, un isolement, une absence de soi-même. « Une personne joue au whist et fait le geste de lancer sa carte sur le tapis, quand soudain la carte s'échappe de ses doigts et tombe de travers sur ses genoux ou sur le coin de la table. Après quelques secondes d'immobilité et d'occlusion des paupières, elle continue sa partie (1). » D'autres cas sont cités par M. Legrand du Saulle, qui montre, chez les malades, une série de désordres intellectuels n'ayant aucun rapport avec leurs habitudes et ne pouvant s'expliquer que par l'épilepsie.

Les épileptiques vertigineux, parfois et assez souvent même, commettent des actes criminels. Dans un exemple que cite M. Legrand du Saulle, nous voyons un individu assassinant un curé pour ne l'avoir pas écouté dans sa plainte, sans avoir aucun autre motif. Le criminel avoua le meurtre en se constituant prisonnier. L'individu était depuis l'âge de dix-huit ans sujet à des accidents épileptiques, et les accès qui se multipliaient de plus en plus déterminèrent une épilepsie vertigineuse.

Les accès incomplets sont des manifestations épileptiques intermédiaires caractérisées par des contractions de certains muscles de la figure ou des membres, ils sont

(1) Legrand du Saulle, p. 17.

caractérisés par une déglutition automatique. L'accès incomplet ressemble au commencement de l'attaque convulsive, c'est une attaque manquée. Le malade ne tombe jamais, mais il perd la notion de ce qui se passe autour de lui et de ce qu'il fait lui-même. Il perd la mémoire, quelquefois complètement, parfois il se rappelle comme d'un rêve, et une espèce de terreur accompagne le réveil après la crise. « Le président d'un tribunal de première instance, homme d'une intelligence élevée et historiographe des plus distingués, vint un jour consulter le Dr Trousseau. Il lui arrivait quelquefois de se lever brusquement de son siège pendant une plaidoirie, d'aller dans la Chambre du conseil, de balbutier quelques mots, de s'apercevoir de sa méprise et de rentrer bien vite dans la salle d'audience. Tout cela s'exécutait en une demi-minute. Suivi une fois entre autres, par des huissiers, il fut trouvé urinant en pleine salle de conseil (1). »

Un trait caractéristique des épileptiques en général c'est l'impulsion. Il est vrai que celle-ci se présente dans d'autres états pathologiques aussi, comme la folie ; mais l'impulsion par elle-même n'a qu'une valeur relative, elle se modifie et s'accroît avec d'autres phénomènes pathologiques. Elle se présente comme un désir persistant et troublant qui hante le malade, de sorte qu'il s'établit une lutte entre ce désir qui l'envahit et sa volonté qui veut dominer et qui diminue de plus en plus, écrasée sous le poids

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 33.

du désir constant. D'autres fois l'impulsion se manifeste avec violence et précipitation, elle ne donne même pas le temps à la volonté du malheureux de se mettre en garde, la lutte n'est plus possible, le crime s'accomplit dans un paroxysme de trouble ne laissant après qu'un vague souvenir du fait accompli. « Un forgeron, qui avait toujours passé pour être doux, bien portant et inoffensif, travaille avec l'un de ses camarades. A un moment donné, son camarade se penche sur l'enclume et le forgeron lui assène tout à coup sur la nuque un violent coup de marteau, qui détermine une grave blessure. On arrête le forgeron, on l'interroge, il invoque pour se justifier de prétendus motifs de vengeance. On fait une enquête minutieuse et l'on découvre l'épilepsie et tout son cortège obligé de phénomènes spéciaux, l'absurdité d'une vengeance possible et la réalité d'une impulsion pathologique (1). »

L'attaque convulsive, c'est le troisième et dernier degré de l'épilepsie, dans lequel l'individu est pris d'une crise convulsive et tombe à terre. Cette période est caractérisée encore par d'autres manifestations ; la maladie donne aux malheureux qui en sont atteints un cachet qui les rend facilement reconnaissables. Ils deviennent égoïstes, méfiants, irritables et emportés ; un rien suffit pour enflammer leur colère : mais ces mêmes individus changent instantanément et deviennent les plus doux et les plus soumis des hommes ; ils sont obligeants et se rendent entièrement à la

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 43.

volonté d'autrui ; c'est précisément cette mobilité des manifestations psychiques qui caractérise le malade.

Il est à remarquer que dans l'intervalle des attaques, la raison reste normale. Elle n'est pas influencée par la maladie ; toutefois l'intelligence souffre avant et après l'attaque, c'est-à-dire que avant le commencement de l'attaque il y a un trouble qui atteint l'intelligence. « Bien que la soudaineté la plus imprévue soit le caractère principal de toutes les manifestations d'origine comitiale et que le choc épileptique soit en général aussi rapide que la foudre, on doit convenir cependant que, dans un certain nombre de cas particuliers, il est possible de constater en dehors de l'aura physique une véritable aura intellectuelle. De même qu'un malade peut annoncer son attaque quelques heures auparavant, en se basant soit sur une souffrance céphalagique ou des soubressauts, soit sur des douleurs vagues en une aura, de même son entourage habituel, en face de la constatation de certaines particularités mentales peut prévoir de loin et de près l'orage convulsif (1). »

La convulsion épileptique peut durer entre vingt et cent quarante secondes. Pendant l'attaque il n'a pas de troubles intellectuels qui se manifestent. Au sortir de l'attaque le malade est fatigué, ne peut se rappeler ce qui s'est passé ; son intelligence est chancelante, une tristesse l'envahit.

Quelquefois après l'attaque convulsive suit un accès

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 46.

d'aliénation mentale qui le pousse à des actes violents et très souvent criminels. Dans ces délires on peut remarquer le besoin automatique de se mouvoir, de vagabonder pieds nus, sans manger et sans boire.

Le crime commis, quelquefois survient un soulagement suivi d'un apaisement progressif, jusqu'au calme complet. D'autre fois la consommation du crime loin d'apaiser le malade le pousse au contraire à une croissance de furie, qui finit avec l'exténuation et l'épuisement des forces. L'épileptique se souvient difficilement de ce qu'il a accompli, il recherche dans sa mémoire, tâche de se rappeler, mais ce ne sont que des lambeaux dissipés, des reminiscences sans suite.

Un exemple : « Joachim H..., âgé de vingt-neuf ans, a été épileptique dès l'âge de six ans. Depuis l'âge de la puberté, la maladie s'est aggravée, et dernièrement elle survenait une fois toutes les trois semaines. Il restait longtemps sans se relever des suites de ses attaques. Il était atteint de douleurs de tête et de vertiges et manifestait une grande aversion pour la nourriture, sans être toutefois ni furieux, ni aliéné. Dans le mois de juillet 1826, il eut une attaque ; dans le cours des trois jours suivants il en eut plusieurs autres. Le troisième jour, il se leva de son lit, descendit la cour, où il rencontra le fils de son frère, âgé de dix ans, et la fille d'un de ses parents, âgée de onze ans, à laquelle il était attaché. Le petit garçon lui demanda s'il ne désirait pas manger. Le malade ne répondit pas, mais le frappa, les enfants s'enfuirent ; il les pour-

suivit et s'empara de la jeune fille, la renversa et prenant une hachette qui se trouvait par terre il lui fractura le crâne en plusieurs endroits, lorsque les voisins accoururent, et après une résistance considérable, parvinrent à le dominer. Il resta tranquille jusqu'au moment où l'on se prépara à le conduire chez le magistrat. Alors il se laissa aller à des expressions de haine violente envers ses concitoyens de la ville. En prison il resta pendant deux jours dans un état d'absence de conscience, ne prit aucune nourriture et eut un accès d'épilepsie. Le troisième jour la raison revint, il exprima quelque intérêt pour ses amis, se plaignit amèrement de ses souffrances, mais n'avait aucun souvenir de ce qui était arrivé (1). »

L'épilepsie présente encore d'autres caractères que nous passons sous silence, car ils n'ont qu'une importance tout à fait secondaire, se rapportant à la médecine. De même nous ne ferons qu'indiquer quelques autres formes d'épilepsie en dehors de celles que nous avons montrées, sans insister sur leurs caractéristiques particulières. Ainsi il y a des épileptiques qu'on appelle *larrés*, dont la symptomatologie est incomplète. Il y a des épileptiques fous, des épileptiques alcooliques, paralytiques, etc.

Quelle est la responsabilité des épileptiques ? Pour les épileptiques que la maladie a conduits jusqu'à la folie, la question ne présente aucune difficulté, car les déments tombent sous l'application de l'article 64 du Code pénal.

(1) J. Falret, *De l'état mental des épileptiques*, p. 33.

Mais elle se complique quand il s'agit d'épileptiques ne présentant que passagèrement des troubles dans les facultés intellectuelles, et devient encore plus difficile à résoudre quand l'épilepsie n'est pas accompagnée de troubles intellectuels, c'est-à-dire quand la maladie ne s'est pas encore manifestée du côté de l'intelligence et quand il n'y a que des symptômes pathologiques et physiologiques.

Faut-il faire une distinction entre ces deux dernières situations en ce qui concerne la responsabilité ?

A première vue, il paraîtrait naturel de distinguer. Du moment que l'intelligence est différemment atteinte, une gradation de responsabilité semble s'imposer. M. Legrand du Saulle dit que, de même qu'il y a trois états dans la manifestation de l'épilepsie, de même il doit y avoir trois degrés dans la responsabilité : absolue, pour ceux dont l'intelligence est épargnée par la maladie ; partielle, pour ceux qui souffrent des troubles accidentels sur l'intelligence ; irresponsabilité totale pour les fous épileptiques (1). A notre sens, cette responsabilité est une question de moment. Si on considère l'instant du crime, nous croyons qu'il ne peut exister que deux situations : la responsabilité ou l'irresponsabilité. Tout d'abord, étant donné un criminel épileptique qui a commis un meurtre, comment reconnaître si au moment de l'infraction il était sous l'influence de sa maladie ? Presque toujours une très grande incertitude régnera, car pareille constatation est impossible à faire. Par conséquent il sera difficile de savoir s'il y a responsabilité ou

(1) Legrand du Saulle, *Les épileptiques*, p. 190.

irresponsabilité. Aussi l'irresponsabilité absolue paraît-elle devoir être admise pour tous les épileptiques. Mais en tenant compte de l'état habituel de l'épileptique, c'est-à-dire de leur responsabilité statique, nous croyons que, dans l'application de la peine, il ne convient de les assimiler ni aux criminels ordinaires, ni aux épileptiques fous. L'épileptique qui a commis un crime n'est pas un homme normal, quoi qu'il en ait l'apparence. Sa maladie peut déterminer ses facultés dans un sens ou dans un autre. En l'état ordinaire de sa vie il paraît parfaitement libre ; cependant à côté de cet état apparent de liberté, — pour les autres comme pour lui, — il existe un état caché qui, à chaque instant, peut se découvrir et prendre la place du premier. Il faut, dans la punition de l'individu épileptique, prendre ce fait en considération. Nommons cet état : responsabilité partielle, quoique le terme ne corresponde pas à l'idée.

M. Tarde, tout en admettant les trois effets auxquels aboutit l'épileptie, d'après Maudsley (convulsion, idée fixe ou désir fixe), aboutit, après une comparaison très suggestive avec les troubles sociaux, à cette solution : que l'épilepsie ne peut être, dans tous les états de manifestation, que le résultat d'un schisme intérieur, d'un combat fratricide. « Du reste, dit-il, quel que soit le débouché, le canal où s'écoule l'accès épileptique, le malade ne saurait être responsable des actes commis pendant la durée. La seconde issue n'est pas moins redoutable que la première et la troisième (1). »

(1) Tarde, *Philosophie pénale*, p. 173

§ IV. — Le somnambulisme.

Cette maladie nerveuse est un résultat indirect du sommeil, non pas parce que le sommeil serait sa cause efficiente, mais parce qu'elle se produit pendant le sommeil. Celui-ci occasionne le somnambulisme, car à vrai dire l'état de sommeil n'existe plus pendant la crise somnambulique, même quand le somnambule a les yeux fermés ; c'est l'interruption du sommeil par un réveil somnambulique qui sera repris une fois la crise passée. Le réveil somnambulique est comme un trait d'union entre deux sommeils.

Le somnambulisme peut se produire même pendant l'état de veille. Voici un exemple relaté par M. Legrand du Saulle (1) : « Un jeune cordier âgé de 22 ans était déjà depuis trois ans sujet à des attaques de somnambulisme qui le prenaient à toute heure du jour, tantôt au milieu de son travail, soit qu'il fut assis, qu'il marchât ou qu'il se tint debout ; son sommeil était subit et profond ; il perdait alors l'usage des sens, ce qui cependant ne l'empêchait pas de continuer son ouvrage. Au moment du paroxysme de la crise, il fonçait les sourcils, les yeux s'abaissaient, les paupières se fermaient et tous les sens devenaient obtus. Il alla plusieurs fois de Nambourg à Weimar. Une fois étant à cheval, il fut pris par son ac-

(1) Legrand du Saulle, *Le somnambulisme*, p. 279.

cès ; il continua néanmoins à faire trotter sa monture. »

Le somnambule dans son accès accomplit des actes qui nous étonnent. Voilà un homme endormi qui se lève et exécute avec les yeux fermés des actes comme s'il était éveillé ; il joue de la harpe, s'habille, marche, écrit, lit, monte à cheval, se hisse sur la crête des toits, commet un crime. « Pendant un accès de somnambulisme, une jeune fille lisait les yeux fermés, dans son livre de prières, mais parfois pour mieux distinguer, approchait le livre de sa figure ou de ses paupières (1). »

Ces phénomènes s'expliquent parce que l'activité mentale s'exerce bien plus par des souvenirs, c'est-à-dire sur des impressions provenant des choses réelles, que sur des créations fantastiques. Mais quand, en outre, à côté de la mémoire, l'imagination agit, on voit alors le somnambule exécuter les actes les plus extravagants.

Au réveil le somnambule ne se rappelle plus les actions qu'il a accomplies ; à ce fait, il y a de très rares exceptions. Chose curieuse, la mémoire douée d'une grande activité pendant le sommeil somnambulique, est complètement inactive ou incapable de fonctionner après le réveil ; le somnambule en son sommeil se rappelle avec la plus grande précision des actes qu'il a accomplis et des objets qu'il a vus et ces mêmes actes ne peuvent plus se présenter de nouveau à sa mémoire à son réveil.

Maudsley explique le somnambulisme par une aliénation

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 279.

de la personnalité : « La plénitude de son moi ayant été aliénée pendant quelque temps, le somnambule sent que le moi aliéné est un autre moi, ou un moi étranger, et il ne peut avoir la responsabilité de ses actes même s'il se les rappelle. »

D'autres auteurs concluent à la responsabilité du somnambule en disant que le malade ne perd pas l'intelligence. Mais ce fait est contesté car dans la plupart des cas on remarque que c'est la mémoire qui dirige le malade et non pas l'intelligence ; et, en supposant que l'intelligence prenne part à l'action, il est évident qu'elle est influencée par la maladie.

Ici, plus encore que dans les autres cas d'hystérie et d'épilepsie, nous croyons qu'il faut conclure à l'irresponsabilité absolue des criminels, car l'action de la maladie est beaucoup plus apparente.

§ V. — L'hypnotisme.

Peut-on assimiler l'hypnotisme à une névrose dans l'état actuel de la science ? Il est assez délicat de prendre parti. Deux théories sont en effet en présence. L'une, l'école de la Salpêtrière, dont les représentants les plus autorisés sont les docteurs Charcot, Brouardel, Gilles de la Tourette, soutient que l'hypnotisme ne peut agir que sur les personnes névropathes ou hystériques, et que l'état hypnotique est un véritable état pathologique. Une autre, celle

de l'école de Nancy, soutient la possibilité de produire l'état d'hypnotisme chez les individus parfaitement sains.

L'état d'hypnotisme est celui qui, provoqué par l'impression d'un objet brillant, ou par un regard fixe de l'hypnotiseur, fait tomber la personne sur laquelle on opère dans une sorte d'extase. En cet état, les fonctions ordinaires de l'esprit sont suspendues ; la raison, le jugement et la volonté se perdent, l'hypnotisé n'est plus en sa puissance ; il pense, fait et sent ce que l'hypnotiseur lui dit de penser, de faire ou de sentir.

D'après M. Tarde (1), le phénomène qui se produit dans l'hypnotisme est le même que celui qui se produit dans le rêve et dans le somnambulisme ; seulement dans le premier cas la suggestion vient d'une autre personne, tandis que dans le second elle vient de la personne même qui tombe dans l'état de somnambulisme : c'est l'autosuggestion. « Si dans le cas de l'hypnotisme, la chose est plus évidente, c'est d'abord parce qu'ici, *l'autre que nous*, visible à tous, est l'hypnotiseur, une personne comme nous, et en second lieu, parce que le lieu de l'association, dans ce cas, est remarquablement vigoureux (2). » Et plus loin : « à une phrase, à un geste de celui-ci ne répond d'ordinaire qu'une seule hallucination, qu'une seule action possible, tandis qu'à une image donnée sont liées habituellement plusieurs autres images. »

(1) Tarde *op. cit.*, p. 495.

(2) Tarde, *op. cit.*, p. 495.

A l'état d'hypnotisme, comme nous venons de le dire, ressemble l'état de sommeil. Le sommeil est le père de la mort, disaient les Grecs ; il n'en est que l'image imparfaite, d'après les physiologistes modernes.

Les actes commis en état de sommeil sont toujours le résultat des rêves. Sous l'impression du rêve, l'homme peut prendre des décisions et les exécuter. « Un homme rêvant qu'il se battait avec un loup, tua d'un coup de couteau l'ami qui était à côté de lui. » « Un jeune homme avait souvent des rêves terribles. Une nuit, son père s'était levé, il entendit le grincement d'une porte ; il saisit son fusil et attendit en guettant celui dont les pas s'approchaient. Aussitôt que son père fut à sa portée, il le frappa en pleine poitrine (1). »

Celui qui commet un crime dans ces états est tout aussi irresponsable que le somnambule. « Dans le songe, dit M. Alfred Maury, il y a à la fois ignorance, incapacité intellectuelle, par suite de l'engourdissement du cerveau, de l'imperfection des perceptions et absence de liberté morale, à raison de la spontanéité des idées, de l'action instantanée des penchants, l'homme est contraint et égaré. »

Il y a dans le sommeil comme dans l'hypnotisme et le somnambulisme, dit Maudsley, un dédoublement de personne, dont il faut tenir compte ; il y a un moi inconscient et changeant, soumis au pouvoir d'une autre personne,

(1) Legrand du Saulle, *op. cit.*, p. 283.

d'une image suggérée par un autre, ou par soi-même ; il y a un autre moi : constant, cohérent, c'est l'homme normal.

L'homme qui commet un acte dans un de ces états est, croyons-nous, irresponsable.

§ VI. — L'ivresse.

Chez les anciens l'ivresse n'a jamais été acceptée comme excuse ; elle était, au contraire, une aggravation du crime. De nos jours, la question d'ivresse a donné naissance à des discussions très contradictoires. Une antinomie se trouve dans cette question, dit Alimena : d'un côté, il est certain que les effets psychologiques du vin peuvent devenir analogues aux effets de la folie ; de l'autre, il n'est pas moins vrai que la folie est une *infelicitas fati* et l'ivresse une *volontaria insania*.

L'alcool, qu'il vienne du vin ou de toute autre matière, introduit dans l'organisme, produit des effets très différents, suivant le sujet et aussi la quantité absorbée. Physiologiquement, l'alcool, qui pénètre dans une cellule, active sa fonction, produit momentanément une surexcitation, suivie, surtout si l'alcool continue à pénétrer, d'une période de lassitude.

Quoique les poètes de l'antiquité aient chanté Bacchus et les effets du vin, et que ceux de nos temps aient continué la tradition, il n'est pas moins vrai, et la science le prouve chaque jour, que l'alcool produit des effets désas-

treux. L'ivresse qui devient un besoin périodique conduit aux maladies les plus cruelles. L'homme en état d'ivresse perd ses facultés intellectuelles ; ses impulsions bestiales ne sont plus retenues ; tout l'équilibre dont jouit l'homme normal est détruit. D'après Gallvardin il y a 72 0/0 des accusés qui sont des alcooliques (1).

Il faut faire une distinction entre l'état d'ivresse et l'état d'alcoolisme chronique. L'ivresse a, comme caractère, un effet transitoire, de sorte que les fumées du vin dissipées, l'homme retourne plus ou moins vite à la normalité. L'alcoolisme provient, au contraire, de l'usage continuel des boissons alcooliques, et se caractérise par la détermination d'un état pathologique.

Le crime produit en état d'ivresse peut donner naissance, plus que dans les autres cas, à la question de la responsabilité partielle ; car on peut dire que la responsabilité de l'agent peut avoir autant de degrés qu'il y en a dans l'ivresse.

L'usage de l'alcool en petite quantité, d'après les médecins, produit une légère excitation à l'estomac, une accélération du système circulateur ; suivi d'un retentissement vague dans le système nerveux. S'il n'y avait que cet effet, l'ivresse n'aurait même pas commencé ; mais l'effet monte à la sensibilité de la pensée, et alors l'ivresse fait son apparition. Le crime commis dans le premier état sera le fait d'un responsable, car l'homme est encore normal ;

(1) Gallvardin, *Alcoolisme et criminalité*.

mais que faut-il décider du crime commis dans le second état ? Il nous semble que l'individu n'est pas alors responsable, car il n'avait plus l'intégrité de ses facultés. Si l'on admet que l'intelligence existait même entière, mais qu'en même temps une impulsion irrésistible poussait le criminel, l'irresponsabilité ne fait pas de doute. Peut-on être responsable d'un acte qu'on doit empêcher d'arriver et qui arrive parce qu'il est impossible de l'arrêter ?

Faut-il distinguer, quand il s'agit de la responsabilité d'un criminel ivre, entre l'ivresse accidentelle et l'ivresse d'habitude ? « L'ivrogne habituel, dit M. Tarde (1), se rend compte du péril qu'il fait courir à la société, il sait où le conduit l'accès d'ivresse, mais à mesure qu'il avance dans le vice, il est poussé par un attrait, de plus en plus irrésistible, à boire davantage. L'ivrogne accidentel est moins conscient des résultats de l'ivresse, mais il a plus de pouvoir de résister à la tentation de boire. » Il nous semble cependant qu'il n'y a aucune distinction à faire au point de vue de la responsabilité en ce qui concerne le crime ; le seul intérêt à distinguer est de savoir si l'ivresse constitue un délit différent du crime. Nous pensons qu'il faut raisonner de la même façon pour la distinction entre l'ivresse volontaire et l'ivresse accidentelle. Il est de même pour l'ivresse intentionnelle car il ne faut pas confondre préméditation avec liberté.

En ce qui concerne l'alcoolisme, la question change,

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 489.

car il ne faut pas regarder l'état du criminel seulement au moment de l'exécution du crime, mais tenir compte de la maladie qui consume le malade. « La moitié des crimes, dit M. Alglave, sont commis par les alcooliques, le plus grand nombre des cas de folie non accidentelle proviennent de l'alcool, et une foule de maladies, dont le public ne voit pas la cause directe, ont le même origine (1). »

Nous concluons donc, qu'il faut faire une distinction entre le crime produit par l'ivresse et le crime produit par l'alcoolisme. Nous pensons que, dans le premier cas, l'individu est irresponsable de son acte, mais que, dans le second, il faut considérer comme délit spécial l'ivresse et la punir le plus sévèrement possible ; il y a encore irresponsabilité du criminel, seulement il lui faut appliquer la responsabilité partielle, telle que nous l'avons envisagée, c'est-à-dire, tenir compte de son état anormal dans l'application de la peine.

§ VII. — La surdi-mutité (2).

La surdi-mutité est une infirmité et non un état pathologique. Pourquoi donc donne-t-elle naissance à une question de responsabilité ? Le problème de la surdi-mutité

(1) Alglave, *Le monopole facultatif de l'alcool* (Conférence faite à Bordeaux en 1886).

(2) Giampietro, *De la responsabilité morale et criminelle des sourds-muets*.

dépend de deux autres : l'un, physio-pathologique, l'autre, psychique.

D'abord, il faut mettre à part l'individu devenu sourd étant muet, et qui est responsable ; nous ne parlons que de ceux chez lesquels la surdité et la mutité sont de naissance. D'après Buckley, le mutisme est le résultat de la surdité, de sorte que le sourd-muet n'est en réalité affecté naturellement que d'une seule infirmité. Ce phénomène s'explique par le fait que la parole ne pouvant pas arriver au cerveau, elle ne peut pas en sortir non plus. Donc, le langage est strictement lié à l'audition, et si l'audition manque, le langage ne peut pas naître. Telle est la première question.

La seconde est la suivante : Y a-t-il une relation entre le langage et l'intelligence et notamment entre le développement du langage et celui de l'intelligence ? Deux solutions ont été données à cette question. La première, préconisée par M. Max Müller, soutient l'inséparabilité du langage et de la raison, de sorte qu'il n'y a pas d'intelligence sans langage. La deuxième, présentée par Romanes, affirme que, même si le langage est une condition nécessaire à la construction originale de la pensée, dès que cette construction est achevée, l'une ne dépend plus de l'autre. A l'idée de Romanes s'ajoutent les affirmations de Galton, de Nivart, qui disent que le langage est nécessaire pour le développement de l'intelligence, mais non pour l'acte de la pensée, et qu'on peut penser non seulement par les images dérivées de la parole, mais encore

par les images acoustiques, visuelles, gustatives, olfactives et tactiles (1).

M. Alimena croit réconcilier les deux théories en disant : « La parole est nécessaire pour avoir un certain développement psychique, c'est-à-dire ce développement qui est nécessaire pour l'imputabilité morale d'un homme qui vit au milieu d'un peuple civilisé. »

Nous voyons donc que pour donner une solution à la question de la responsabilité des sourds-muets il faut définir la relation qui existe entre la parole et la pensée. Donc, si nous admettons la solution de M. Max Müller, nous décidons que les sourds-muets sont absolument irresponsables, car du moment que la pensée est dépendante du langage, que « le langage est l'incarnation de la pensée », au défaut de langage correspondra une intelligence nulle, donc une responsabilité nulle. Quant à la façon dont Romanes résoud le problème, elle ne permet aucune solution, car — si nous comprenons bien sa théorie — du moment qu'il suppose que la parole est nécessaire pour la construction de la pensée, si cet élément manque, comment peut-il supposer la construction achevée ?

Alimena dit qu'il faut conclure que l'intelligence des sourds-muets ayant comme limites celles du langage qu'on leur enseigne, sans la parole l'idée reste une simple sensation ; il ajoute : « quoique tous admettent l'éducabilité des sourds-muets, il faut reconnaître leur infériorité

(1) Cités par Alimena, *op. cit.*, p. 197.

mentale qui varie d'après la nature de la maladie congénitale ou acquise, d'après ce que l'individu a été éduqué ou abandonné à soi-même. »

En ce qui concerne la responsabilité, nous disons que les sourds-muets sont les seuls criminels qui peuvent avoir une responsabilité partielle. Etant des hommes incomplets, leur responsabilité est incomplète.

Tels sont, esquissés à grands traits, les états pathologiques qui peuvent influer sur la responsabilité d'un criminel sans la faire complètement disparaître. Quelles mesures le législateur doit-il prendre en présence de ces demi-responsables, tant au point de vue de leur punition qu'à celui de leur guérison et de leur amendement ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

TITRE III

LA RESPONSABILITÉ PARTIELLE AU POINT DE VUE DU DROIT CRIMINEL ET DE LA SCIENCE PÉNITENTIAIRE

Chez les différentes catégories d'individus que nous venons de passer en revue, il existe, nous l'avons vu, des troubles de l'état mental qui peuvent leur enlever plus ou moins de responsabilité, suivant le degré de leur maladie, les circonstances et aussi les individus eux-mêmes : le médecin légiste sera appelé à apprécier l'acuité plus ou moins grande de ces troubles et on ne peut se dissimuler que, dans bien des cas, sa tâche sera particulièrement délicate. Mais ce qu'il nous paraît essentiel à retenir et qui semble d'ailleurs admis aujourd'hui par les médecins aussi bien que par les jurisconsultes, c'est qu'il peut exister chez certains criminels une responsabilité partielle, atténuée par suite de certains troubles pathologiques affectant l'intelligence, la volonté ou le sentiment. M. le Dr Jules Falret, dans un article qui fit grand bruit, a bien soutenu que la responsabilité était indivisible, qu'il n'y a pas de milieu entre la responsabilité complète et l'irresponsabilité abso-

lue (1), mais la plupart des médecins estiment au contraire que certains aliénés n'ont qu'une responsabilité atténuée et cette opinion est suivie par la grande majorité des criminalistes (2).

En présence de ces criminels à responsabilité partielle, dont nous n'avons fait qu'indiquer les principaux groupes, car la liste s'accroît chaque jour malheureusement, que doit faire le législateur, quel est le devoir du juge, de l'administration pénitentiaire?

On sait comment, dans l'état actuel de notre procédure pénale, les choses se passent aujourd'hui lorsque le juge se trouve en présence d'un de ces criminels à responsabilité atténuée : rien n'est plus simple. Dès qu'un doute peut se concevoir sur l'état mental d'un inculpé, sur sa pleine responsabilité, la défense se hâte de demander un examen médico-légal : rarement le juge refuse d'accorder à cette demande ; souvent même, il la devance. Le médecin commis, soit d'office, soit à la requête du défenseur de l'in-

(1) Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, V. *Responsabilité légale des aliénés*.

(2) Maudsley, *op. cit.*, p. 68 ; Vibert, *op. cit.*, p. 645 et s. ; Coutagne, *Manuel des expertises médicales en matière criminelle* ; Ball, *op. cit.* ; Tarde, *Philosophie pénale*, p. 183 et s. (4^e éd.) ; Proal, *Le crime et la peine*, p. 371 ; Rossi, *op. cit.*, t. 2, p. 44 ; Trébutien, *op. cit.*, t. 1, n^o 523 ; Ortolan, *op. cit.*, t. 2, n^o 305, p. 132 ; Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*, t. 1, n^o 631 ; Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. 1, n^o 231 ; Lacointa, *Introduction au Code pénal d'Italie*, p. 53 ; Dalloz, J. G., *Suppl. au Rép.*, V. *Peine*, n^o 375 et 377 ; Von Liszt, *op. cit.*, p. 78 ; Saleilles, *op. cit.* ; Vidal, *op. cit.*, p. 140 et s.

culpé, conclut, nous le supposons, à la responsabilité atténuée du délinquant. Le juge n'est pas lié par son rapport mais en fait il en tient compte (1). Il reconnaît donc l'accusé coupable, mais admettant en sa faveur des cir-

(1) Dans beaucoup de législations, l'intervention du médecin est prévue pour les cas où le juge peut avoir des doutes sur l'état mental de l'accusé, et cette intervention est réglementée. En Allemagne, on a créé trois degrés différents dans ce qu'on pourrait appeler la juridiction médicale. Il y a d'abord un corps de médecins appelés médecins-physiciens qui sont attachés au tribunal de première instance et chargés de faire les constatations ainsi que des rapports judiciaires. Le ministère public peut faire appel de leurs conclusions devant un collège médical institué dans chaque province. Le degré supérieur est la *scientifique députation* qui siège dans la capitale de l'Empire et juge en dernier ressort. Le point le plus remarquable de cette législation, c'est qu'elle donne autorité absolue aux décisions de ces tribunaux médicaux, en ordonnant au juge de la cause principale d'en tenir compte dans ses décisions.

En Autriche, où la responsabilité partielle est admise, il y a des mesures préventives contre les aliénés, dans lesquelles la justice est appelée à intervenir. Une ordonnance du ministre de l'Intérieur et de la Justice de 1875 décide que, dans le cas d'internement d'office, le médecin chargé d'examiner l'aliéné sera commis par l'autorité administrative; mais d'autre part, elle décide que cet internement ne pourra être maintenu que s'il est confirmé par l'autorité judiciaire.

Aux États-Unis, dans l'État de New-York, c'est le juge qui désigne la commission chargée d'examiner l'état mental de l'inculpé; mais la loi ne distingue pas d'autres cas que ceux de responsabilité ou d'irresponsabilité absolue. Les demi-responsables sont inconnus; rentrant dans la classe des irresponsables, ils sont traités comme ceux-ci. Dans le Massachussets, le juge qui a des doutes sur la mentalité de l'accusé, ordonne la réunion d'un jury de six membres dont les décisions sont sans appel. A Chicago, il y a une institution assez particulière et qui nous semble avoir donné des résultats satisfaisants; il existe deux jurys à la tête de chacun desquels se trouve, comme président, un

constances atténuantes, il abaisse la peine selon les cas de un ou deux degrés, conformément à l'article 463 du Code pénal.

Dans la législation française, l'appréciation du degré de responsabilité du condamné est laissée essentiellement au juge du fait, elle entre dans l'examen des circonstances de la cause ; mais dans la loi elle n'existe pas, ce n'est pas une théorie légale formulée *à priori* par le législateur : la pratique la connaît, la loi l'ignore.

Sans vouloir prendre en effet parti dans la controverse qui s'élève sur le sens exact à donner au mot *démence*, contenu dans l'article 64 du Code pénal, on peut affirmer qu'il n'est pas possible de faire entrer dans ce texte la théorie de la responsabilité atténuée. Dans le système pénal français, peine et libre arbitre sont deux termes indissolublement liés ; en déclarant donc qu'il n'y a ni crime ni délit, par suite exemption complète de la peine en cas de démence, l'article 64 suppose bien qu'il n'y a plus du tout responsabilité et exclut par suite les cas de demi-responsabilité. Il est donc exact de dire que le législateur français de 1804 n'a pas connu la théorie de la responsabilité atténuée (1).

Il en est autrement dans certains pays : là, le législateur a formulé dans un texte la responsabilité atténuée ; il a eu

médecin. C'est celui-ci qui interroge les témoins devant les jurés et à la suite de cet interrogatoire, il donne son avis sur l'opportunité de l'internement.

(1) Garraud, *Traité de droit pénal*, t. 4, p. 353.

soin de la prévoir lui-même et d'en déterminer les effets d'avance.

Voici en effet la disposition de l'article 47 du Code pénal italien de 1889 : « Quand l'état d'esprit indiqué à l'article précédent (1) est de nature à *amoindrir grandement* l'imputabilité *sans la supprimer*, la peine édictée relativement à l'infraction commise est diminuée d'après les règles suivantes, etc... » (suit l'atténuation sur les différentes peines) (2).

La même hypothèse se trouve visée expressément dans un autre code en préparation, l'avant-projet du Code pénal suisse, tel qu'il a été modifié d'après les décisions de la Commission d'experts, mais en des termes qui laissent entrevoir une différence de principes dans l'organisation de la théorie relativement aux pouvoirs du juge. Son article 11 dispose en effet : « n'est pas punissable quiconque, au moment de l'infraction, était en état d'aliénation mentale, d'idiotie ou d'inconscience. Si la santé mentale du délinquant n'était qu'altérée ou sa conscience incomplète, ou si son développement mental est resté imparfait, le juge atténuera librement la peine. »

(1) Art. 46 : « N'est pas punissable celui qui, au moment où il a commis le fait, se trouvait dans un état d'infirmité mentale de nature à lui enlever la conscience ou la liberté de ses propres actes. Le juge néanmoins, s'il voit des dangers à l'élargissement du prévenu, ordonne qu'il soit remis à l'autorité compétente en vue des mesures légales. » (*Trad. Lacointa.*)

(2) Traduction J. Lacointa.

Avant le projet du Code pénal fédéral, le Code pénal du canton de Neuchâtel du 12 février 1891, qui s'est inspiré largement du Code italien de 1889, a admis la responsabilité atténuée dans son article 70, 2^e alinéa : « Lorsque la responsabilité intellectuelle est seulement diminuée, il en sera tenu compte dans l'appréciation de l'intention délictueuse et dans l'application de la peine. L'emprisonnement pourra même être substitué à la réclusion (1). »

De ces codes, on peut rapprocher l'article 39 du Code pénal du Danemark de 1842, ainsi conçu : « Une peine moindre est appliquée aux personnes n'ayant pas *complètement* conscience de leurs actes. »

Voilà donc reconnue, établie par le législateur la théorie de la responsabilité partielle ; le juge doit nécessairement en tenir compte : c'est une excuse légale. Cette théorie, on peut la formuler ainsi : Puisque d'une part l'intégrité psychique emporte responsabilité complète, que d'autre part la mort psychique entraîne irresponsabilité absolue, il est naturel de décider qu'à une demi-intégrité de l'esprit corresponde une demi-responsabilité, laquelle croîtra et diminuera suivant que les troubles cérébraux seront plus ou moins grands (2).

Ainsi, en rencontre en législation deux systèmes bien nets sur la responsabilité partielle : l'un, celui du législateur français, qui s'en remet au juge du soin d'apprécier

(1) Bulletin concernant le Code pénal, p. 153.

(2) Alimena, *op. cit.*, t. 2, p. 33.

le degré de responsabilité du délinquant, le laissant libre d'appliquer ou de ne pas appliquer les circonstances atténuantes, même lorsqu'il constate que la responsabilité n'est plus entière ; l'autre, celui des législateurs italien et suisse, qui oblige le juge à tenir compte de la demi-responsabilité du criminel et lui impose d'abaisser la peine dans cette circonstance qui constitue une excuse légale. Entre ces deux conceptions, laquelle choisir ?

L'intérêt de la question peut ne pas apparaître à première vue : qu'importe, pourrait-on dire, que la peine soit atténuée par le fait des circonstances atténuantes ou par celui d'une excuse légale, puisqu'en définitive dans l'un et l'autre cas le résultat est le même, la peine se trouve abaissée ? L'objection n'est que spécieuse, et l'intérêt à opter est considérable ; c'est celui qui existe, avec toutes ses conséquences, entre les excuses légales et les circonstances atténuantes.

Tout d'abord, si l'on considère l'état de démence partielle comme une excuse légale, il faut décider, du moins dans un système (1), que cette excuse transformera la nature de l'infraction, fera d'un crime un délit, avec toutes les conséquences attachées à cette différence de qualification ; au contraire, si on considère cet état comme pou-

(1) « Contrairement à une opinion générale, je crois, dit M. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 292, n° 242 (5^e éd.), que l'excuse, en substituant à la peine criminelle, dont l'infraction était punissable, une peine correctionnelle, a pour résultat de faire dégénérer le crime en délit. »

vant ne donner lieu qu'à l'exercice des circonstances atténuantes, l'application de la peine sera seule modifiée.

En second lieu, s'agit-il d'une excuse légale, le juge sera obligé d'atténuer la peine lorsqu'il se trouvera en présence de pareils états pathologiques, tandis qu'il reste libre d'accorder ou de refuser les circonstances atténuantes.

Enfin et surtout, avec le système des circonstances atténuantes, le juge ne peut abaisser la peine que de un ou de deux degrés, suivant les cas ; mais si l'on admet cette cause d'atténuation à titre d'excuse légale, le juge devra d'abord abaisser la peine ; puis au coupable déjà excusé il pourra encore faire application des circonstances atténuantes et abaisser à nouveau la peine de un ou deux degrés ; de telle sorte qu'il pourra arriver, dans certaines hypothèses, par ces atténuations successives, au renvoi d'un inculpé déclaré cependant partiellement responsable et coupable. Il y a là un instrument d'individualisation de la peine très énergique.

L'intérêt apparaît donc considérable, et justifie la question précédemment posée : quelle conception adopter ? — Le problème est délicat ; car si la théorie de la responsabilité atténuée est à première vue séduisante, on voit naître aussitôt des objections très graves contre elle : peut-elle se justifier au double point de vue de la morale et de l'utilité sociale ?

Si on se place au point de vue individuel, de la justice distributive, la question semble de suite tranchée. Dans toute législation qui, comme la législation française, a pour

base essentielle la liberté humaine, le libre arbitre, la peine sans le libre arbitre est à la fois un non sens et une iniquité ; puisque la loi prend soin elle-même de déclarer que la peine ne peut être appliquée qu'à un délinquant ayant la liberté de se déterminer (art. 64 Code pén.), si cette liberté subit des atteintes plus ou moins graves, le législateur doit tenir compte de ces atteintes et mesurer la peine au degré de responsabilité.

Mais si on se place sur un autre terrain, celui de l'utilité, de la défense sociale, les objections en foule accourent contre cette solution. On reproche notamment à la théorie de la responsabilité atténuée de ne répondre ni aux fins, ni aux moyens de la pénalité (1).

Il est juste, dit-on, que le législateur considère l'intérêt de l'individu pris en lui-même, pour essayer de lui appliquer aussi exactement que possible la pénalité qu'il mérite. Mais il y a un autre intérêt, que le législateur a le devoir de ne pas négliger, et qui est autrement important que l'intérêt individuel : c'est celui de cet organisme complexe sans lequel l'homme ne saurait vivre, quoique souvent il entre en lutte avec lui, celui de la société. Or, il ne s'agit pas pour la société d'établir, en vertu d'un principe de justice supérieure, une sorte de compensation exacte entre les fautes et les châtiments, et de tenir compte, dans l'application de ceux-ci, des éléments

(1) Alimena, *op. cit.*, II, p. 35. — Comp. aussi, von Li zt, *op. cit.*, p. 80.

moraux si divers qui peuvent atténuer les fautes. Il s'agit pour elle uniquement de se défendre et les peines ne peuvent être dès lors que des procédés d'intimidation, autrement dit des moyens capables d'arrêter l'individu tenté de commettre un crime (1). Or il est permis de croire que même sur ces dégénérés la peur d'un mal infligé par la société sera assez puissante pour les détourner du mal et les stimuler à s'observer. « Il n'est pas douteux, écrit Maudsley, que les tristes hôtes d'une maison d'aliénés sont, dans une certaine mesure, détournés du mal et stimulés à s'observer et à se contenir par la peur de ce qu'ils pourraient avoir à souffrir, s'ils perdaient tout droit à l'indulgence, ou par la crainte d'une réclusion plus sévère s'ils s'abandonnaient à la violence de leurs penchants (2). »

« Un individu, écrit d'autre part M. le Dr Dubuisson, est incapable de se suffire à lui-même, moralement parlant. Que reste-t-il pour faire échec aux mauvais penchants qui dominant dans ce cerveau ? Rien, si ce n'est ces mauvais penchants eux-mêmes, et ce serait peu de chose en vérité si la répression pénale n'était pas là. C'est elle qui vient au secours du misérable. La cupidité, la sexualité, l'instinct destructeur, veulent être satisfaits, mais l'intelligence montre à l'homme que le résultat de pareilles satisfactions sera de l'atteindre dans son bien, dans sa liberté, dans sa vie, c'est-à-dire dans ses instincts mêmes qu'il est prêt à

(1) Dr Paul Dubuisson, *Théorie de la responsabilité* (*Rev. d'anthropologie criminelle*, p. 32 et suiv. 1888).

(2) Maudsley, *op. cit.*, p. 123.

contenter, et il arrive alors, pourvu bien entendu que l'intimidation soit suffisante, que les mauvais penchants tirés en sens contraire se font échec à eux-mêmes et se trouvent comme neutralisés... La menace du dernier supplice n'est en somme que le plus énergique de ces procédés d'intimidation sociale, dont la série débute modestement avec la crainte de *qu'en dira-t-on*. Tous ont pour but d'éveiller, au moyen de l'intelligence, des penchants bons ou mauvais, mais capables de tenir en balance ceux qui poussent l'homme à mal faire. Tantôt ils opposent un penchant supérieur à un penchant inférieur ; tantôt ils opposent, faute de mieux, le penchant inférieur à lui-même. Mais la lutte, en fin de compte, reste tout intime, la bataille a lieu entre les divers penchants humains, et quand l'égoïsme est vaincu, c'est bien l'homme qui est vainqueur : la société n'a été en cette affaire que son alliée. L'homme le plus mal doué, le plus pervers peut donc, pourvu que son intelligence soit suffisante et que le procédé d'intimidation soit assez énergique, résister à ses mauvais penchants, se faire échec à lui-même, surmonter la fatalité qu'il tient de son organisme (1). » — Or, ajoute-t-on, avec la théorie de la responsabilité atténuée proclamée par le législateur, on va enlever ce facteur puissant d'intimidation qui permet à l'homme de lutter contre la force qui le pousse au crime, et cela précisé-

(1) Dr Dubuisson, *op. cit.*, loc. cit. — Comp. sur l'appréciation de cette théorie, Tarde, *op. cit.*, p. 181 et s. ; Luigi Lucchini, *Le Droit pénal et les nouvelles théories*, p. 49 et s. (Trad. H. Prudhomme, Paris 1892).

ment à l'instant où les statistiques révèlent une augmentation inquiétante de la criminalité !

Le mal sera du reste d'autant plus grand, que le danger d'une théorie de la responsabilité atténuée, c'est qu'on abuse (1). Il y a bien des criminels savants dans l'art de simuler la folie (2), et ils ne manqueront pas de le faire lorsqu'ils sauront qu'ils pourront y trouver une cause d'atténuation : la pénalité sera singulièrement énervée.

Enfin la mission du juge va être amoindrie et diminuée. Le médecin, auquel sera confié le soin de constater l'état mental de l'accusé, deviendra le véritable arbitre de la responsabilité morale, et par suite celui de la pénalité. Or, le médecin n'a qu'un devoir, donner son appréciation sur le degré de responsabilité de l'accusé ; il n'a pas à se préoccuper d'autre chose. Eh bien, cet homme, dont la mission est si restreinte, dictera nécessairement la décision du magistrat, auquel incombe cependant une toute autre mission, qui n'a pas tant à peser la responsabilité de l'individu qu'à défendre la société contre le danger des criminels (3).

La théorie de la responsabilité atténuée ne répond donc pas aux fins de la pénalité. Elle ne saurait répondre davantage aux moyens de la pénalité. Qu'on suppose pour

(1) Comp. Rossi, *op. cit.*, p. 38 et 43.

(2) Dr Léon Charmel, *De la simulation de la folie chez les aliénés* (Paris, 1893).

(3) Dr Paul Dubuisson, *Du principe délimitateur de la criminalité et de l'aliénation*. (*Arch. d'anthrop. crim.*, 1892, p. 121).

un instant cette théorie proclamée par le législateur : comment va-t-il guider le juge dans cette voie ; où va-t-il trouver le critérium certain, le principe qui lui permettra de dire à son interprète, au moins en théorie : voilà où finit la raison, où commence la folie ; voilà où doit s'arrêter le droit de punir (1) ? Où est le *phrénomètre* qui lui permettra de mesurer l'état mental du délinquant (2) ? S'il est en effet un problème redoutable pour le médecin aliéniste, c'est bien celui de déterminer le degré d'altération de la responsabilité d'une personne. Que dire lorsqu'on se trouve en présence d'une femme atteinte de kleptomanie, qui a su cependant prendre toutes précautions propres à lui assurer l'impunité, qui a su même trafiquer fructueusement de ses larcins (3) ? N'est-il pas à craindre que le législateur, en présence de ces individus sur l'état mental desquels le médecin hésite souvent à se prononcer, ne porte atteinte à l'ordre social, en atténuant à titre de folie, par un sentiment mal entendu de ses devoirs, la violence et la bizarrerie dangereuse de certains désirs ?

Du reste, si le législateur s'engage sur ce terrain, il lui faudra, pour être logique, adopter toutes les conséquences de son système. Or, s'il admet ce nombre infini de degrés dans la responsabilité de certains malades, il devra aussi

(1) Dr Falret, *Dictionnaire des sciences médicales*, art. *Responsabilité*.

(2) Dr Paul Dubuisson, *loc. cit.* ; Lacointa, *Introduction au Code pénal d'Italie*, p. 53.

(3) Dr Vibert, *op. cit.*, p. 674.

admettre des degrés dans la responsabilité des hommes même parfaitement sains d'esprit. Il est certain en effet que tous les individus n'ont pas la même force de caractère, la même vigueur de volonté pour réprimer leurs passions, pour résister à leurs désirs. Il sera donc nécessaire que le législateur impose au juge l'obligation de tenir compte de tous ces degrés à peine apparents : est-ce possible ?

En présence de tous ces dangers, de toutes ces impossibilités d'application de la théorie nouvelle, ses adversaires concluent que le législateur ne doit pas l'introduire dans la loi ; les circonstances atténuantes suffisent, et elles ont cet avantage appréciable, c'est que le juge reste libre de les accorder ou de les refuser (1).

On ne peut se dissimuler la gravité des arguments dirigés contre la théorie de la responsabilité atténuée ; et cependant, malgré toute leur force, il semble difficile de rejeter cette théorie, de permettre au législateur de se décharger sur le juge de ce grave problème qui s'impose chaque jour de plus en plus à son attention.

Le législateur qui admet le libre arbitre comme fondement de la peine, n'a pas le droit de se désintéresser d'une pareille question, quand il pose comme axiome que la justice ne peut servir que contre les hommes disposant de leur volonté ; partant de cette idée, il est de son devoir étroit d'indiquer à son interprète les mesures à prendre

(1) Alimena, *op. cit.*, II, p. 36 ; Saleilles, *op. et loc. cit.*

contre le délinquant qui ne dispose pas de sa pleine liberté, de son entière volonté. Il y a là une réforme que l'idée de justice crie de ne pas négliger, parce qu'elle répond à l'idée même que l'on se fait de la rétribution de la peine, suivant le degré de culpabilité de chaque délinquant : édicter *à priori* la même peine contre l'homme pleinement raisonnable et contre celui dont la responsabilité est manifestement atténuée constitue une véritable iniquité de la part de la loi.

Aussi à cet égard, est-il permis de regretter que la Commission chargée d'élaborer un projet de réformes du Code pénal français (1) ait cru devoir passer sous silence la théorie de la responsabilité limitée, dans l'article 55 de son projet destiné à remplacer l'article 64 actuel (2) ; elle a laissé les cas de responsabilité atténuée dans l'examen du fait avec l'aide des expertises médico-légales, le juge n'ayant, comme par le passé, que les circonstances atténuantes pour abaisser la peine dans ces hypothèses (3).

(1) Instituée par décret du 26 mars 1887 au Ministère de la Justice.

(2) Article 55. — Lorsqu'un individu inculpé d'un fait qualifié crime aura été acquitté pour cause de démence, la Cour pourra ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'aliénés. — L'état de démence sera l'objet d'une question spéciale, posée au jury, soit d'office, soit sur la demande de l'accusé. — Si l'inculpé a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, le placement pourra être ordonné par le tribunal civil à la requête du ministère public... La sortie de l'asile ne pourra être autorisée que par un jugement du tribunal civil rendu sur avis du médecin.

(3) V. ce projet, un article de M. Le Poittevin (*Bull. Soc. gén. des pris.*, 1893, p. 151).

Il semble bien que l'on doit admettre la responsabilité atténuée dans le Code pénal, à titre d'excuse légale atténuante : c'est une réforme que réclame impérieusement l'idée de justice distributive.

Mais le Code pénal français n'est pas fondé uniquement sur l'idée de juste, il s'inspire aussi d'un autre principe, celui de l'utilité sociale : c'est dire qu'il importe de tenir compte, dans cette nouvelle théorie, des objections qui ont été présentées contre elle au nom de la défense sociale : elles ont une grande part de vérité, mais ne paraissent pas suffisantes pour faire écarter *à priori* le système ; cependant elles nécessiteront une organisation nouvelle dans le régime d'exécution de la peine, une fois admis le principe de la responsabilité atténuée.

Ces objections, on se le rappelle, se ramènent à deux : d'abord l'impossibilité pour le juge de faire une rigoureuse application de cette théorie, parce qu'il ne peut pas mesurer le degré exact de responsabilité du délinquant ; ensuite, dangers du système au point de vue social, énervement possible de la répression.

Il est assez aisé de répondre à la première objection. Le juge, c'est exact, ne pourra que très difficilement mesurer la peine à la responsabilité, sa tâche sera très délicate : c'est incontestable ! Mais enfin, que demande-t-on au juge ? De doser le plus exactement possible la peine, de l'individualiser autant qu'il le peut. Quand un médecin donne au malade un remède, la dose qu'il lui présente est-elle exactement celle qu'il lui faudrait théoriquement ? C'est peu pro-

bable ; il donnera souvent trop ou trop peu : cette circonstance n'empêche pas que le remède peut enrayer le mal, et que l'idéal vers lequel tend le médecin est de pouvoir acquérir cette science, qui lui manque encore, d'un dosage impeccable du remède au mal. Le juge se trouvera, avec la théorie de la responsabilité atténuée, dans la même situation. Il ne dosera pas tout d'abord très exactement ; soit, mais est-ce une raison pour lui refuser le moyen d'acquérir cette aptitude qu'il n'a pas ; qui sait si, avec le progrès de la science, il n'arrivera pas à une exactitude à peu près parfaite ? On dira que c'est un idéal : toute science ne doit-elle pas marcher incessamment vers l'idéal ?

Bien plus sérieux est le second argument, les abus possibles avec la responsabilité atténuée, l'énervement probable de la répression, le rôle prédominant donné au médecin. Il est incontestable que ces inquiétudes sont très légitimes et très fondées ; on peut cependant les calmer par l'adoption de certaines réformes que l'admission de la théorie de la responsabilité atténuée rendrait indispensables dans le régime pénitentiaire. A l'égard des mesures à prendre contre les aliénés dangereux, la législation française contient de véritables lacunes, et se trouve bien en retard sur d'autres législations européennes (1). Il y a bien dans la législation française la loi du 30 juin 1838 sur les

(1) Comp. Dr Marandon du Monteil, *Distinction entre l'aliéné simplement dangereux et l'aliéné criminel* (Rev. d'anthrop. crim. 1892, p. 264).

aliénés, dont l'article 48 permet à l'administration d'ordonner le placement dans un établissement d'aliénés des individus « dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes ». Mais on est d'accord pour reconnaître que c'est là un palliatif insuffisant dans bien des hypothèses et qu'il serait bon, à l'exemple de certaines législations (1), de permettre aux tribunaux judiciaires d'ordonner le placement de l'aliéné dans un asile : cette mesure aurait l'avantage de supprimer l'intervalle de liberté qui peut être funeste, entre l'acquittement et l'internement par mesure administrative ; c'est ce que décide le projet de réformes du Code pénal dans son article 55 (2).

Des asiles spéciaux seraient ainsi créés pour les aliénés criminels ou bien certains quartiers leur seraient affectés dans des hospices d'aliénés. Ce ne serait pas d'ailleurs une innovation et nous avons sur ce point des précédents. Ces asiles existent déjà en effet dans un certain nombre de pays. Il y en a deux dans le Royaume-Uni : celui de Broadmoor, pour l'Angleterre ; un quartier de la prison de

(1) Article 46 du Code pénal italien ; article 37 du Code pénal néerlandais ; article 43, avant-projet suisse, Code pénal.

(2) M. Le Poittevin (*loc. cit.*) met en lumière les avantages que présente ce pouvoir reconnu aux tribunaux, il fait remarquer qu'on ne saurait leur dénier ce droit sous le prétexte que leur rôle est essentiellement répressif. Ce pouvoir est analogue à celui que l'article 66 du Code pénal donne aux tribunaux d'envoyer dans une maison de correction, jusqu'à sa majorité, le mineur reconnu coupable, mais ayant agi sans discernement. Les tribunaux ont compétence pour apprécier toutes les suites légales d'un fait qui leur est soumis.

Perth pour l'Ecosse (1). D'autres ont été organisés en Hollande par la loi du 27 avril 1884, article 10. L'avant-projet du Code pénal suisse prévoit aussi leur création (art. 13). En France, depuis 1876, des quartiers spéciaux sont affectés aux aliénés criminels dans la maison centrale de Gaillon, et dans la prison de la Santé, à Paris ; pour les femmes, dans la maison centrale de Montpellier. En Italie, ce régime a été organisé, au moins théoriquement, avec un grand luxe de détails. Le décret réglementaire du 1^{er} décembre 1889, qui a mis en vigueur le Code pénal, prévoit la construction de trois sortes d'établissements : des établissements pénitentiaires pour les condamnés pleinement responsables ; des asiles spéciaux, *manicomii criminali*, pour les irresponsables ; des maisons de garde, *casa di custodia*, pour les demi-responsables et les mineurs (2).

L'état de démence serait désormais l'objet pour le jury d'une question spéciale, nécessaire pour que la Cour puisse ordonner le placement dans un hospice de l'individu acquitté pour aliénation. Or, pourquoi n'étendrait-on pas ce régime aux demi-responsables ; pourquoi ne permettrait-on pas aux tribunaux de décider que l'individu, qui voit sa peine diminuée par suite d'altérations dans sa responsabilité, sera placé dans un établissement où on le

(1) V. Achille Foville, *La législation relative aux aliénés en Angleterre et en Ecosse*.

(2) Comp. *Bull. Soc. pris.*, 1880, p. 849 et suiv.

soignera, on essaiera de le guérir, si c'est possible? Ce régime n'offrirait-il pas plus de garanties que le système des circonstances atténuantes qui ne donnent au juge que le droit de mitiger la peine sans lui permettre de prendre aucune mesure à l'égard de la maladie mentale dont est atteint le condamné, maladie que le séjour de la prison ne fera très probablement qu'accroître?

Mais, dira-t-on, l'énervement de la pénalité ne subsiste pas moins : les criminels chercheront par tous les moyens de simulation à échapper à la prison pour pouvoir jouir du régime relativement meilleur de l'hospice (1). Qu'on permette alors au juge de décider que lorsque le condamné sera sorti, guéri, de l'asile, il devra être remis entre les mains de l'administration qui lui fera subir sa peine : tout danger de simulation de la folie sera écarté, tout risque d'énervement dans la répression disparaîtra (2). — Il nous semble que le régime des sentences indéterminées et des

(1) MM. Rossi (II, p. 48) et Haus (I, n° 631) proposent, pour le cas où le juge aurait quelques doutes sur la folie de l'inculpé, un moyen qui ne paraît avoir que la valeur d'un expédient : renvoyer le jugement à une époque plus éloignée pour soumettre l'accusé à des observations rigoureuses et suivies.

(2) Ainsi se trouve écartée l'objection présentée par M. Proal contre le système inauguré par l'article 47 du Code pénal italien, qu'il y a contradiction manifeste entre une déclaration de culpabilité et l'internement dans une maison de santé : le passage dans l'hospice ne serait qu'un moyen de mettre le condamné à même de subir sa peine normalement, de comprendre et de mesurer l'étendue du châtiment que la société lui inflige. V. Louis Proal, *Le crime et la peine*, p. 371 (Paris 1892).

réformatoires pourrait rendre ici les plus grands services (1).

Qu'on suppose le juge prononçant l'internement d'un demi-responsable comme mesure de protection envers la société; pour en limiter la durée, il n'a aucune base, car il ne peut savoir le temps qu'il faudra pour opérer sa guérison physique ou morale. C'est pour parer à cet inconvénient de l'inconnu que l'on préconise, et avec raison, le système des sentences indéterminées. Il consiste à laisser au juge le pouvoir d'ordonner cette mesure sans indiquer le moment où elle prendra fin. Le soin de déterminer cette date sera laissé à l'administration pénitentiaire de l'établissement où le délinquant aura été placé, et qui sera plus à même que n'importe qui d'apprécier le moment où on pourra le relâcher, sans exposer la société à de nouveaux dangers. Pour prévenir l'arbitraire que pourrait amener cette faculté pleine et entière laissée à l'autorité administrative, on s'accorde en général pour admettre qu'il y aurait lieu de faire intervenir le tribunal, qui ordonnerait la mise en liberté par jugement, comme il l'a fait pour l'internement.

A cette théorie des sentences indéterminées, on objecte d'abord qu'il sera toujours très difficile de se rendre un compte exact de l'innocuité de l'individu que l'on veut relâcher, et ensuite on fait observer que la liberté individuelle sera souvent menacée, parce qu'il arrivera fréquemment que

(1) Comp. Frédéric Lévy, *Les sentences indéterminées*, thèse. Paris.

le délinquant, n'offrant pas toutes garanties contre la récidive, après un séjour plus ou moins prolongé dans l'établissement, y sera retenu jusqu'à sa mort et que cette mesure se trouvera ainsi transformée en une peine perpétuelle.

A la première objection, on peut répondre que sans doute il y aura quelquefois des erreurs, mais ce n'est pas l'imperfection d'un moyen qui doit le faire rejeter quand ce moyen en lui-même constitue un progrès.

Pour ce qui est de celle tirée du danger encouru par la liberté individuelle, elle a paru plus grave. On a proposé, pour l'éviter, d'établir un maximum qui serait celui de la peine que l'on pourrait infliger à un individu complètement responsable pour un crime ou un délit de même nature que celui commis par le demi-responsable. Ce moyen nous paraît devoir satisfaire ceux qui ont une si grande sollicitude pour la liberté individuelle. Quant à nous, nous croyons que, puisqu'il ne s'agit pas à proprement parler d'une peine, l'utilité sociale doit passer avant une objection un peu sentimentale, et nous ne verrions aucun inconvénient à ce que le séjour dans ces réformatoires durât perpétuellement, si la nécessité s'en faisait sentir.

Il existe des établissements de ce genre en Amérique ; le premier en date et le plus célèbre est celui d'Elmira, dans l'État de New-York, et dont la fondation remonte à 1875. Le minimum de séjour est d'un an et le maximum est celui dont nous parlions tout à l'heure. Tout

y reste organisé pour arriver à l'amendement du coupable, et le choix des moyens pour y arriver est fait avec une très grande intelligence ; on peut dire qu'ils varient avec chaque pensionnaire. Cet essai a donné jusqu'ici de bons résultats et il est regrettable que cet exemple n'ait pas encore été suivi dans notre continent.

Surtout pour les cas de responsabilité partielle qui font l'objet de notre étude, ce système paraît tout indiqué ; M. Prins, dans son rapport à la séance de la société des prisons du 19 avril 1899, en a fait ressortir tous les avantages.

Mais pour donner un pareil pouvoir au juge, il nous semble indispensable d'inscrire la responsabilité partielle à titre d'excuse légale dans la loi, devant faire l'objet d'une question spéciale, comme la question de discernement pour le mineur de seize ans. Pour pouvoir en effet envoyer l'accusé dans un hospice, il faudra que la décision dise qu'il est atteint de délire partiel (1). Or, en Cour d'assises, puisque le jury n'a pas à indiquer pour quelles raisons il accorde les circonstances atténuantes, comment la Cour pourrait-elle savoir, si l'on conserve le système actuel, que l'atténuation a été admise par le jury parce que l'accusé n'était qu'à demi-responsable ?

(1) En Italie, où l'excuse légale est admise en concours avec les circonstances atténuantes, l'état de démence fait l'objet d'une question spéciale. C'est aussi ce qui se pratique en Angleterre depuis le bill du 25 juillet 1880. En Autriche et en Russie, on procède de la même manière.

Reste l'objection, que le médecin prendra une place prédominante dans la répression, et cela justement aux dépens de la répression. Mais il est bien certain que le juge devra toujours garder vis-à-vis du médecin sa pleine liberté, comme il doit la garder vis-à-vis de tout expert ; le rapport médico-légal ne saurait l'enchaîner, le médecin est adjoint au juge pour l'éclairer et non pour lui dicter sa sentence ; la responsabilité atténuée n'est qu'une sorte de présomption établie en faveur de l'accusé, présomption qui peut tomber devant la preuve contraire. Et si plus haut on rappelait, avec Rossi, que le juge qui néglige le témoignage des médecins est un imprudent, il est bon d'ajouter avec le même criminaliste « que celui qui prend leur avis pour une décision viole le plus sacré de ses devoirs ; il substitue leur conscience à la sienne, il agit en aveugle (1) ».

Voilà donc écartées les objections contre la théorie de la responsabilité atténuée. Il semble bien que le législateur doit l'admettre dans la loi, à titre d'excuse légale, sur laquelle le juge devra formellement s'expliquer par une question spéciale, distincte de celle de la culpabilité.

Toutes les difficultés ne sont pas cependant résolues sur cette question ; il en reste encore une des plus délicates. Tout d'abord la responsabilité partielle étant admise, sous quelle forme le législateur doit-il tracer son droit au juge ? A cet égard, deux systèmes sont en présence : l'un, celui

(1) Rossi, *op. cit.*, II, p. 42.

de l'article 47 du Code pénal italien, dans lequel le législateur fixe lui-même, *à priori*, le pouvoir du juge en déterminant d'avance les degrés d'abaissement de la peine ; l'autre, celui de l'article 44 de l'avant-projet du Code pénal suisse, où le législateur laisse au juge la plus grande liberté d'appréciation, lui prescrivant d'abaisser la peine, mais dans la mesure qu'il jugera convenable. Il paraît préférable de s'attacher au système préconisé par le législateur suisse : il semble plus conforme à ce qu'on peut attendre du juge dans l'état actuel de la science médicale ; les degrés dans la responsabilité sont insensibles : pourquoi donc délimiter d'avance les pouvoirs du juge, surtout en une matière que la science transforme chaque jour ? Il y a là une certaine présomption de la part du législateur, et on peut retrouver dans l'article 47 cette tendance dont on a fait grief au Code pénal italien, de chercher à individualiser d'avance la peine, en y introduisant une série de degrés pour différentes culpabilités.

En second lieu, lorsque l'affaire concernant un demi-responsable serait portée devant la Cour d'assises et que la question de responsabilité partielle devrait être résolue, à qui appartient-il de la résoudre : au jury ou à la Cour ? Bien que nous ayons, par avance, laissé entrevoir notre solution, il est bon cependant de reprendre dans ses détails la question qui a soulevé un certain nombre de systèmes.

Dans un premier système on soutient que la question de la responsabilité partielle, comme celle de la démence

doit être tranchée par la Cour et non par le jury (1). La démence, dit-on, n'est pas une simple question de fait, facile à résoudre, qu'on peut abandonner à des personnes honorables sans doute, mais qui, généralement, n'ont ni les aptitudes, ni les connaissances spéciales qu'exige son appréciation. Elle est tellement délicate que, même entre les savants, elle provoque le plus souvent des dissentiments. En outre donner la solution du problème à trancher au jury, c'est se heurter à une difficulté pratique considérable : on admet, comme nous le verrons, que, lorsque le demi-responsable a été interné et qu'il est guéri, sa libération doit être prononcée par l'autorité qui a ordonné l'internement. Or, si c'est le jury qui statue sur l'internement, par quelle procédure, par quelles voies pratiques arrivera-t-on, le moment venu, à réunir de nouveau tout ou partie des douze jurés qui auront prononcé sur l'état d'infirmité mentale de l'accusé (2) ?

Un second système refuse à la Cour, et à plus forte raison au jury, le droit de trancher la question de la responsabilité partielle ; parce que malgré la supériorité de ses lumières, elle n'a pas la compétence voulue pour trancher une pareille difficulté. On propose de lui substituer un *jury*

(1) C'est l'opinion qui a été soutenue par MM. Petit et Constant à la Société générale des prisons en 1897 (*Revue pénit.*, p. 778).

(2) Il nous semble cependant que la même difficulté se présentera si c'est la Cour qui tranchera la question et ordonnera l'internement : car on ne sera pas plus sûr, lorsqu'il s'agira de la mise en liberté, de pouvoir réunir les mêmes magistrats qui auront prononcé sur l'internement.

spécial, composé d'aliénistes, devant lequel la Cour devrait renvoyer l'accusé avant le verdict, lorsque la question de responsabilité atténuée serait posée, soit par le ministère public, soit par le défenseur. C'est seulement dans le cas où ce jury spécial déciderait qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande d'internement par suite d'infirmité mentale, que l'accusé reviendrait devant le jury.

Ce système, qui a été soutenu d'une manière fort éloquente par M. Tarde, est pratiqué en Italie (1).

Aucune de ces deux opinions ne nous satisfait complètement : toutes deux nous semblent contraires aux institutions judiciaires françaises et aux intérêts de l'accusé ; la première en outre paraît impraticable.

Elles sont d'abord, disons-nous, contraires aux institutions judiciaires françaises. La base de l'institution du jury repose sur ce principe que la détermination de la culpabilité ne doit pas appartenir à un corps de magistrats. Le jury est une garantie pour l'accusé, qu'on ne saurait lui enlever en ce qui touche la preuve de la culpabilité morale, car c'est surtout en cette matière que les influences professionnelles peuvent se faire sentir. Sans doute, on dit que la question de responsabilité partielle est trop délicate pour être résolue par douze jurés n'ayant pas une compétence spéciale ; mais, tout en reconnaissant que les magistrats de la Cour d'assises sont en général des hommes plus éclairés

(1) *Rev. pénit.*, 1897, p. 809-870, séance du 19 mai 1897 à la Société générale des prisons.

que la plupart des jurés, nous ne voyons pas bien pour quels motifs leur compétence serait plus grande relativement à la constatation d'infirmité mentale chez l'accusé. En outre, comme le remarque fort bien M. Guibaud (1), le jury est appelé à juger des meurtres et son verdict décide de la vie de l'accusé ; pourquoi lui ôter le droit de statuer sur l'internement d'un individu ?

Ces deux opinions nous paraissent en outre contraires aux intérêts de l'accusé. Un accusé comparait devant la Cour d'assises, la question de responsabilité partielle est soulevée ; la Cour ou le jury spécial, entrant dans ces vues, pourrait donc dire : il n'y a pas lieu de continuer le procès ; l'accusé sera interné pour cause de démence. « Mais il me paraît, disait fort bien M. Le Poittevin, que l'accusé est en droit de protester et de répondre : la société m'a conduit devant la Cour d'assises en m'accusant d'un crime ; eh bien ! Jugeons le crime. Vous dites que je suis un aliéné dangereux ; c'est possible ; mais, pour le moment, je pense et je parle raisonnablement, je suis en état de me défendre contre l'accusation, et il faut savoir si j'ai commis le crime qui m'est imputé. Mon avocat peut alléguer que, si je l'ai commis, c'était un acte d'aliénation mentale ; peut-être M. le Procureur général accepterait-il ce moyen de défense ; mais il y a d'autres questions. Je soutiens que le fait n'existe point, qu'il n'y a pas eu de crime du tout, que le prétendu crime n'est qu'un accident

(1) Guibaud, *Les aliénés criminels*, (Th., Paris, 1898).

ou un suicide ; je soutiens et crois pouvoir démontrer que je ne suis l'auteur d'aucun fait punissable, ou que j'étais en état de légitime défense... etc... Mais il faut que je puisse me défendre à tous les points de vue, sur la matérialité aussi bien que sur la responsabilité de l'acte pour lequel je suis poursuivi (1). »

En donnant donc à la Cour, avant le verdict, le droit de trancher la question de responsabilité partielle on porte atteinte aux droits de la défense.

Quant au premier système il nous paraît en outre, avous-nous dit, impraticable. Qu'on suppose, en effet, la question de la responsabilité partielle soulevée au cours des débats ; la Cour, estimant que l'accusé n'est atteint d'aucune maladie pouvant lui enlever partiellement la responsabilité, rend un arrêt ordonnant la continuation des débats. Le Jury est-il lié par cet arrêt ? Empêchera-t-on l'avocat de plaider devant lui la responsabilité partielle de l'accusé ? (2).

Enfin en admettant la question de responsabilité partielle tranchée par le Jury au profit de l'accusé, quelle autorité doit alors statuer sur l'internement de celui-ci ? Nous croyons qu'il serait bien de transmettre à l'autorité judiciaire les pouvoirs confiés jusqu'ici à l'autorité adminis-

(1) *Rev. pénit.*, 1897, p. 1016. Séance de la société générale des prisons du 16 juin 1897.

(2) V. M. Le Poittevin dans la séance du 16 juin 1897 à la société générale des prisons, *Revue pénit.* 1897, p. 1017 ; Saleilles, *Cours de législation pénale comparée*, 1897-98, professée à l'école de droit de Paris.

trative ; on le demande depuis fort longtemps, d'ailleurs, pour les aliénés. C'est déjà le vœu émis en 1871 par la commission qui fut nommée par la *section de législation comparée* à l'effet d'étudier les modifications à apporter à la loi de 1838 ; c'était aussi le vœu formulé dans la séance du 25 septembre 1875, par le *Congrès des sciences médicales réuni à Bruxelles*, et, dans la séance du 11 juin 1877, par la *Société de médecine légale de France*. La section de législation de la *Société générale des prisons* se prononçait dans le même sens.

On a cependant contesté aux corps judiciaires le droit de prononcer l'internement, en s'appuyant sur le principe de la séparation des pouvoirs. La justice n'a jamais à prononcer que sur le sort d'individus coupables ; or, le demi-responsable acquitté n'est qu'un malade, il ne peut donc être détenu que par mesure préventive et, conséquemment, à la requête de l'autorité administrative. Le principe de la séparation des pouvoirs nous paraît en dehors de la question. La loi de 1838 sur les aliénés (art. 29), en effet, donne au Tribunal, en chambre de conseil, le pouvoir de statuer sur l'élargissement ou le maintien, dans l'asile, du détenu, auquel le préfet a refusé sa mise en liberté. D'un autre côté, les tribunaux sont appelés à prononcer chaque jour des peines qui ont un caractère exclusivement préventif : n'en est-il pas ainsi, par exemple, quand il s'agit des mineurs de seize ans absous pour avoir agi sans discernement ? La justice, qui les acquitte, peut, au nom de l'intérêt social, ordonner

leur détention dans les maisons de correction pendant un temps déterminé. Ce n'est pas une peine, c'est une mesure préventive. Il nous semble qu'il y a une grande analogie entre les demi-responsables, dont l'intelligence est incomplète parce que la maladie l'a altérée, et l'enfant, dont l'intelligence est incomplète parce que l'âge ne l'a point entièrement développée ; leur situation doit donc être identique au point de vue de la responsabilité pénale. Pourquoi dès lors les magistrats qui peuvent, dans un intérêt supérieur d'ordre public, et par mesure préventive, priver de sa liberté l'enfant inconscient, n'aurait-il pas le même pouvoir vis-à-vis du malade ?

Malgré l'importance de ces raisons, la substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative pour prononcer sur l'internement des aliénés, a rencontré des adversaires résolus parmi certains membres du *Congrès de médecine légale*, tenu à Paris en 1878. Il a même été d'avis de maintenir les droits de l'administration en ajoutant toutefois l'obligation pour elle d'ordonner l'internement de toutes les personnes qui lui seraient désignées par l'autorité judiciaire comme ayant été l'objet d'ordonnances de non-lieu ou d'acquittalment pour cause d'aliénation mentale. Mais cette opinion ne compte plus guère de partisans aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au texte du projet de loi voté en 1887, aux vœux formulés par le Congrès international de médecine légale tenu à Bruxelles (1897).

Un point cependant, qui fait encore des difficultés au-

aujourd'hui, est celui de savoir quelle est l'autorité judiciaire qui devra statuer sur l'internement des individus reconnus demi-responsables. Dans un premier système on soutient qu'il faut investir de cette mission la Chambre du Conseil du tribunal, juridiction permanente, et qu'on retrouve facilement toutes les fois qu'une question quelconque relative à l'internement du demi-responsable où sa sortie de l'hospice sera soulevée. Dans un second système, auquel nous nous rallions, on estime que, dans tous les cas, — sauf celui où une juridiction d'instruction s'est prononcée sur la responsabilité partielle, — l'autorité judiciaire appelée à statuer sur l'internement doit être celle qui a prononcé sur la culpabilité : c'est la plus compétente, dit-on. Les magistrats, devant lesquels l'accusé a comparu, ont pu étudier toutes les particularités de l'affaire et ont été à même de juger de l'opportunité de l'internement, qui n'est qu'une suite légale du fait soumis à la juridiction répressive. Ce système a été consacré par l'article 55 du projet de réforme du Code pénal, ainsi conçu : « Lorsqu'un individu inculpé d'un fait qualifié crime aura été acquitté pour cause de démence, la Cour pourra ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'aliénés. Si l'inculpé a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, le placement pourra être ordonné par le Tribunal civil à la requête du Ministère public... » On pourrait appliquer, croyons-nous, un pareil texte aux demi-responsables.

Telle se présente en législation la théorie de la responsa-

bilité atténuée. Il ne semblera pas téméraire d'affirmer qu'elle s'impose à l'attention du législateur français, et qu'il a le devoir de ne pas la négliger. En cherchant à l'introduire dans le droit français, on soulèvera, sans doute, bien des objections ; les plus sérieuses ne seront peut-être pas les objections théoriques que l'on vient de développer, mais bien plutôt des objections de pratique : cette théorie exige en effet, pour être mise en pratique, des réformes dans le régime pénitentiaire, des établissements nouveaux, c'est-à-dire, en fin de compte, des charges budgétaires nouvelles, — c'est peut-être ce qui la fera échouer.

Vu :

Le Président de la thèse,

SALEILLES.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GREARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	4
TITRE I^{er}. — Les différentes écoles philosophiques sur la responsabilité partielle.....	5
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'école classique</i>	6
CHAPITRE II. — <i>L'école positiviste ou italienne</i>	44
CHAPITRE III. — <i>Théories intermédiaires et l'école néo-clas- sique</i>	28
TITRE II. — Des causes de la responsabilité partielle....	45
§ I ^{er} . — La folie morale.....	47
§ II. — De l'hystérie.....	53
§ III. — De l'épilepsie.....	59
§ IV. — Somnambulisme.....	69
§ V. — L'hypnotisme.....	71
§ VI. — L'ivresse.....	74
§ VII. — La surdi-mutité.....	77
TITRE III. — La responsabilité partielle au point de vue du droit criminel et de la science pénit- entiaire.....	84

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. X 5124
